

L'ETAT DES ENFANTS DANS LE MONDE 1980-81



James P. Grant

Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies
pour l'enfance (UNICEF)

Pour des renseignements additionnels sur l'UNICEF,
prière de contacter le bureau national de l'UNICEF
ou le Comité national pour l'UNICEF, ou écrivez à:

Division de l'Information (EPS)
UNICEF
866 UN Plaza
New York, N.Y. 10017, U.S.A.

ou UNICEF Bureau pour l'Europe
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse

L'ETAT
DES ENFANTS
DANS LE MONDE
1980-81



James P. Grant

Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies
pour l'Enfance (UNICEF)

TABLE DES MATIÈRES

De nos jours à l'an 2000	3
Les populations les plus pauvre	4
L'avenir	4
L'ordre économique	5
L'An 2000	5
Modifier les tendances	6
Tricher avec le destin	7
Une croissance économique: à partir du bas	7
Les inégalités internationaux	8
Investir dans les populations.....	9
La santé.....	9
Deux sous pour la prevention.....	9
Les soins de santé primaires	10
La mere et l'enfant	10
Le planning familial.....	11
L'enfance handicapée.....	11
La santé pour tous	12
La nutrition.....	13
De la nourriture pour les pauvres	13
L'éducation	14
Les pauvres à l'école	15
L'éducation des filles	15
L'éducation de base.....	15
Les points de départ	16
Par où commencer?.....	17
Un travail de femme	17
Un engagement et des decisions	18
Le monde industrialisé.....	18
L'aide	18
La participation des individus	19
La supériorité de l'UNICEF	19
Les taux de reduction de la disparité.....	20
Les tâches de l'UNICEF.....	21
Urgences	22
Conclusion.....	23



De nos jours à l'an 2000

Sur les 122 millions d'enfants qui sont nés l'an dernier, pendant l'Année internationale de l'Enfance, un sur 10 est déjà mort. Dans la presque totalité des cas, c'est la pauvreté qui est responsable de la mort de ces 12 millions de nouveaux-nés. Une pauvreté si extrême qu'elle ne permet même pas de posséder les choses indispensables à la vie ; une pauvreté si opiniâtre que le triplement de la production mondiale n'a pas suffi à lui faire relâcher son emprise sur un cinquième de la population du globe ; une pauvreté si inutile, enfin, qu'elle rend dérisoires toutes prétentions à une civilisation planétaire.

Les pages qui suivent se fondent sur la certitude — confirmée par nombre de faits — qu'il est possible d'enrayer la progression de cette pauvreté et ses conséquences les plus dramatiques, dans les vingt ans qui nous séparent de la fin de ce siècle. L'UNICEF est persuadé que, pour la première fois peut-être, grâce aux ressources et aux connaissances mondiales, nous sommes en mesure de lancer une ultime offensive contre la faim, la mauvaise santé et l'analphabétisme. Nous avons les moyens d'atteindre cet objectif, sur lequel plane encore un point d'interrogation. Ce sont la sagesse et la volonté de voir aboutir cette entreprise qui nous font défaut.

Notre optimisme tempéré se fonde sur l'exemple et l'histoire récente. Dans la courte période qui s'est écoulée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les nations économiquement défavorisées de la planète ont vu doubler leurs revenus moyens et diminuer de moitié leur taux de mortalité infantile. Au cours de la même période, l'espérance moyenne de vie dans ces pays est passée de 42 à 54 ans et le niveau moyen d'alphabétisation, initialement inférieur à 30 %, dépasse aujourd'hui les 50 %. Lors de ces vingt dernières an-

nées, au prix d'efforts gigantesques et devant la croissance rapide de leur population, ces mêmes pays ont réussi à porter à 64 % (au lieu de 47 %) le taux de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans, et à accroître substantiellement le volume de leur production alimentaire par habitant.

D'un point de vue historique, ce sont là des réussites impressionnantes, qui méritent une considération plus grande de la part des pays industrialisés, dans lesquels on a souvent tendance à considérer le Tiers-Monde comme un vaste territoire vide que seuls des aménagements venus de l'extérieur pourraient combler. Dans les vingt années qui vont de 1955 à 1975, par exemple, les habitants de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine ont rendu productifs 150 millions d'hectares de terres, ce qui représente plus de la totalité actuelle des terres cultivables des Etats-Unis, du Canada, du Japon et de l'Europe occidentale réunis. Ces efforts, ainsi que le fait d'avoir doublé les surfaces cultivables grâce à l'irrigation, ont eu une conséquence précise : si, au cours du dernier quart du XIX^e siècle, de nombreuses personnes ont succombé à la famine, on estime que seules un dixième d'entre elles sont mortes de faim lors du troisième quart de notre siècle.

Exagérer les problèmes du Tiers-Monde et minimiser ses réalisations est aussi injuste pour le passé qu'inefficace pour l'avenir. Déclarer que « la moitié des enfants du monde meurt de faim » vous laisse d'autant moins d'espoir. Aussi intolérable que puisse être l'idée qu'un enfant, même un seul, soit affamé, les faits indiquent que le nombre d'enfants qui souffrent actuellement d'une grave carence protéinique est de l'ordre de 10 millions, soit moins de 2 % des enfants âgés de moins de 5 ans du monde entier. Si l'on élargit cette définition à une « sous-alimentation modérée », le chiffre

est alors de l'ordre de 100 millions, soit environ 20 % de la totalité des enfants en bas âge de la planète. Cette proportion est certes effroyablement élevée. Mais elle est sans doute inférieure aux chiffres qu'elle atteignit dans le passé.

Les populations les plus pauvres

La leçon à tirer de ces vingt dernières années n'est pas que le problème de la pauvreté a été résolu ou est en train de l'être, mais qu'il *peut* l'être. Car, si remarquables qu'aient été ces réalisations, les bénéfices qu'elles ont suscités se signalent néanmoins par d'énormes disparités.

Dans les pays les plus pauvres, et pour les plus pauvres de leurs habitants, les revenus moyens au cours des deux dernières décennies se sont approximativement élevés, dans la pratique, d'un dollar par an. Le montant des bénéfices que cette augmentation implique a été tout aussi faible. Ces déshérités d'entre les déshérités consacrent les 4/5^e de leurs revenus à leur nourriture. L'approvisionnement en eau n'est pas assuré, et celle-ci n'est pas toujours potable. L'espérance moyenne de vie est inférieure à 50 ans et la mortalité infantile supérieure à 150 morts pour 1000 naissances.

En chiffres, c'est en Asie du Sud que l'on trouve la plus grande concentration de problèmes de ce type. En effet, c'est dans ce pays que vivent la moitié des personnes souffrant de la faim, dans le monde, que 8 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans sont morts au cours des 12 derniers mois, et que 77 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans ne vont pas à l'école. En pourcentages, c'est dans l'Afrique sub-saharienne que les problèmes se posent de la façon la plus aiguë. Là, un enfant sur 2 n'est pas correctement nourri, et un enfant sur 5 meurt avant d'avoir atteint sa cinquième année.

Cet ensemble de statistiques masque également le fait que le nombre réel des personnes souffrant de la faim, étant en mauvaise santé et ne sachant ni lire ni écrire s'est élevé même lorsque le pourcentage atteignait un taux inférieur. En 1970, par exemple, on estimait à 400 millions le nombre total des personnes sous-alimentées. Aujourd'hui, ce chiffre est probablement de l'ordre de 450 millions. De la même façon, on estimait à 700 millions le nombre réel d'analphabètes en 1960, à 760 millions en 1970 et il dépasse sans doute les 800 millions cette année. Les futurs analphabètes — les garçons et les filles de 6 à 11 ans qui ne vont pas actuellement à l'école — représentent 128 millions d'enfants. Selon les prévisions, ce chiffre atteindra 137 millions en 1985.

Les pourcentages, toutefois, ne sont pas des êtres humains. C'est la raison pour laquelle, plutôt que de mesurer l'ampleur d'un problème en termes de pourcentages, il vaut mieux se poser la question suivante : combien de personnes sont-elles affectées par ce problème et à quel niveau sont-elles touchées ?

On estime généralement à 780 millions le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans un dénuement absolu, sur une population mondiale de 4 400 millions.

Plus de 300 millions de ces pauvres d'entre les pauvres sont des enfants : des enfants dont la mère n'a pas été suivie pendant la période prénatale, des enfants qui n'ont pas été mis au monde par un personnel qualifié, des enfants qui n'ont pas assez de nourriture pour parvenir à un dévelop-

pement physique et mental correct, des enfants qui n'ont pas été vaccinés contre les maladies infantiles qu'il est possible d'éviter, des enfants qui ne seront jamais en rapport avec un agent de santé primaire, des enfants qui ont moins de 50 % de chances d'être jamais scolarisés, des enfants, en bref, dont l'enfance est déjà gâchée par la pauvreté dans laquelle ils sont nés et qui, demain, n'auront guère plus de possibilités en tant qu'adultes.

Si l'on fait le bilan de la situation actuelle et des perspectives d'avenir des enfants du monde en voie de développement, l'histoire contemporaine nous incite autant à l'exaltation qu'à la modestie, car si elle démontre qu'il est possible de repousser efficacement la pauvreté absolue, elle souligne aussi le caractère vague et imprécis de cette entreprise.

L'image qui se dégage des réussites et des échecs des dernières décennies est celle d'une population mondiale divisée en quatre. On peut dire, en schématisant, qu'un quart de cette population a vu son existence passer du bien-être matériel à une abondance sans précédent ; un quart a accédé à un confort relatif après avoir connu la privation ; un quart assiste aux débuts prometteurs d'une amélioration de ses conditions de vie, et enfin un quart a été laissé pour compte.

S'il y a une leçon évidente à tirer du passé, c'est que le progrès ne bénéficie pas automatiquement aux pauvres, et que si l'on ne veut pas que la pauvreté absolue se répande, alors ce sont ceux-là mêmes qui, dans ce monde, ont été laissés pour compte qui doivent maintenant passer au premier plan.

L'avenir

Les vingt ans qui nous séparent de la fin de ce siècle ne sont pas hors de portée des prévisions. L'histoire, cependant, a pour habitude de ridiculiser ceux qui extrapolent à partir de tendances. Car les tendances, comme les fleuves, suivent les méandres du paysage politique et économique qu'elles traversent.

En 1945, par exemple, lorsque l'ONU fut fondée à partir de 51 Etats membres, rares étaient ceux qui auraient imaginé qu'elle regrouperait aujourd'hui 154 nations indépendantes et que les empires se déferaient peu à peu sur la carte du monde. Rares étaient également ceux qui, à l'époque, auraient pu prédire que le Japon et la République fédérale d'Allemagne figureraient parmi les premières puissances économiques mondiales, que l'Inde deviendrait la sixième puissance industrielle de la planète, ou que le PNB par habitant de la Libye dépasserait celui de l'Angleterre. D'un autre côté, rien ne permet non plus d'affirmer que l'analyse scientifique des tendances soit plus fiable que n'importe quelle prévision née de l'imagination. Harold Nicholson, qui écrivait des romans, avait prévu la bombe atomique. Ernest Rutherford, à qui ses travaux sur la fission nucléaire valurent le prix Nobel, en avait été incapable.

Après avoir payé son tribut à la prudence, tournons-nous maintenant vers l'avenir. L'une des tâches essentielles de l'UNICEF consiste à déceler les tendances qui ont une répercussion sur les enfants du monde entier, puis à extrapoler à partir de ces tendances pour obtenir une image du futur. En procédant ensuite à un nouvel examen de ces

tendances, l'UNICEF peut alors déterminer ce qu'il conviendrait de faire, dans le présent, pour modifier cet avenir, avant d'employer ses ressources à s'occuper des points qui sont le plus susceptibles de préparer ces transformations.

Ayant pris en considération la récente dénatalité qui, dans de nombreux pays, s'élève à 10 % au moins (et cela comprend les deux nations les plus peuplées du monde) la Commission de l'ONU pour la population estime aujourd'hui qu'en l'an 2000, la population mondiale atteindra approximativement 6 milliards d'êtres humains.

Il est peut-être plus simple, pour obtenir un tableau d'ensemble par région, âge, revenu et niveau de bien-être de la situation internationale en l'an 2000, d'imaginer un unique village mondial de 100 personnes. On constate alors que sur ces 100 personnes, environ 58 vivront en Asie, 13 en Afrique, 10 en Amérique latine, 9 en Europe, 5 en Union soviétique, 5 en Amérique du Nord et pas tout à fait une en Australasie. En outre, compte tenu des tendances actuelles, la moitié d'entre elles vivra dans des villes.

Pour ce qui concerne les catégories d'âge, 6 de ces 100 personnes auront 65 ans ou plus, et 33 auront 15 ans ou moins. Sur ces 33 enfants, 29 seront issus de pays en voie de développement.

Lorsque l'on en arrive au niveau de bien-être de cette population (c'est-à-dire son revenu, son alimentation, sa santé, son éducation), la boule de cristal commence à perdre ses pouvoirs extraordinaires. Car le bien-être humain est fonction des idées et des événements qui sont eux-mêmes modifiés par des changements imprévus. Un an avant la Révolution russe, par exemple, Lénine avait prédit qu'elle ne pourrait pas avoir lieu de son vivant.

L'entreprise est rendue plus difficile par les interactions complexes d'un monde rétréci par la centralisation des décisions et l'étendue de leur portée. Que ce soit dans les capitales internationales, les salles du conseil d'administration des grandes sociétés ou lors de négociations tarifaires mondiales, les décisions qui sont prises aujourd'hui ont une incidence directe sur la vie des familles de n'importe quel point du globe, ou presque.

L'ordre économique

Directement liés à la vie des familles des pays en voie de développement, ainsi qu'à l'avenir de leurs enfants, les débats relatifs au Nouvel Ordre économique international ont fait l'objet de trois sessions spéciales de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Cela a également donné lieu à de nombreuses autres conférences et commissions internationales, dont le Rapport Brandt constitue un exemple récent.

Parmi les points examinés lors de ces débats figurent le prix d'achat des matières premières du Tiers-Monde, la diminution des barrières douanières sur les produits manufacturés par le Tiers-Monde et les modifications du système monétaire international à partir duquel le Tiers-Monde est rémunéré. Sont également à l'étude les formes de l'aide dispensée par les pays industrialisés, de nouveaux codes de conduite destinés aux entreprises multinationales, les grandes lignes du transfert de la technologie, et l'accroissement de la coopération technique et économique entre les différents pays en voie de développement eux-mêmes.

Si de telles questions semblent n'avoir aucun rapport avec la vie des enfants les plus pauvres du monde, adoptons un autre point de vue et voyons comment les mêmes questions ont été posées dans le village de Coolshare, à la Jamaïque, à 2500 km de New York, où siège l'assemblée générale de l'ONU :

Les bananes sont très mal payées, en ce moment. Nous touchons environ 6 cents la livre. En général, on arrive à faire une tonne, parfois deux tonnes. Les fermiers voudraient que la Chambre de commerce crée une usine de transformation des bananes. Tant qu'elle n'existera pas, nous ne pourrions pas payer nos dettes. Si les bananes pouvaient servir à fabriquer du vinaigre, du rhum ou des chips, il y aurait beaucoup plus de travail, et tout le monde aurait de quoi manger. Pour l'instant, on exporte les bananes les plus belles et c'est tout.

Notre plus gros problème, c'est le prix. Si nous obtenions un bon prix, nous pourrions nous en sortir. Aujourd'hui, par exemple, on nous achète nos bananes 6 cents la livre et dans les magasins, la livre de riz coûte 41 cents. Une boîte de savon en poudre, de taille moyenne, coûte 59 cents. Pourtant, nos bananes, elles, restent toujours à 6 cents. Je vais vous dire, j'ai souvent l'impression que c'est un miracle si on y arrive d'une année sur l'autre. Dieu, dans sa miséricorde, doit vouloir que nous restions vivants. Pour l'instant, c'est très dur, parce que notre monnaie a été dévaluée et que tout a augmenté. Heureusement que nous sommes dans la région de la Montagne Bleue ; nous arrivons à tirer un prix à peu près correct de notre café.

Si on gagnait normalement notre vie, on pourrait assurer une meilleure existence à nos gosses. Tous les enfants nous aident à transporter les bananes dans la vallée, et les plus petits nous aident aussi avec les pois. Quand c'est la saison, ils cueillent le café avec nous. Il n'y a pas grand-chose pour les enfants. Si on avait un bon programme d'exploitation agricole, avec des routes, si on avait un camion et des récoltes à vendre, avec un prix correct, il y aurait de quoi faire vivre les gosses dans ce pays.

Ça revient très cher d'envoyer les enfants à l'école. Marlène ira à l'école secondaire en septembre ; elle m'a dit qu'il lui fallait huit cahiers. Il a fallu donner cinq dollars pour les livres. Elle a besoin d'un stylo et d'un crayon, et son uniforme revient à six dollars le mètre. En plus, il lui faut des socquettes noires. Alors vous voyez, tout ce que ça représente pour un seul enfant.

*Thomas et Ielda Japp
(Propos recueillis par un
représentant de l'UNICEF
en octobre 1979).*

L'An 2000

Les négociations relatives au Nouvel Ordre économique international auront des répercussions sur l'existence de millions de personnes qui, comme la famille Japp, luttent pour obtenir de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leurs enfants. Le progrès, malheureusement, est lent. Et dans le tableau, brossé à grands traits, de ce que sera l'an 2000 sur le plan économique, rien ne laisse supposer qu'il puisse y avoir une amélioration notable du bien-être des pays.

Pour être plus précis, les estimations de la Banque Mondiale pour 1980 indiquent que les pays en voie de développement à revenus moyens peuvent espérer voir passer leur PNB (en dollars de 1977) à plus de 2000 dollars par personne à la fin de ce siècle. Pour les pays à faibles revenus, en revanche, l'accroissement de la richesse, bien que notable en soi, sera beaucoup moins élevé : le PNB oscillera entre 215 et 260 dollars par habitant (ce qui, dans la pratique, est inférieur au PNB par habitant de l'Europe ou de l'Amérique du Nord d'il y a deux siècles).

Le message qui se dégage de ces estimations est clair. Les pays les plus pauvres, et les plus pauvres de leurs habitants, risquent durant les vingt années de développement qui s'annoncent, d'être laissés pour compte, exactement comme ils l'ont été lors des précédentes décennies. Et, dans notre village mondial de l'an 2000, environ 30 personnes sur 100 habiteront dans ces pays les plus pauvres.

Pour ce qui concerne les pays en voie de développement moins défavorisés, que l'on trouve essentiellement en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, en Amérique latine et aux Caraïbes, un PNB par habitant de plus de 2000 dollars devrait permettre d'éliminer la pauvreté absolue. Ainsi, par exemple, l'Amérique latine de l'an 2000 devrait atteindre un PNB par habitant identique à celui de l'Europe de 1960.

Il est probable que l'Asie du Sud demeurera le lieu où se regroupera plus de la moitié de la population la plus pauvre du monde. Avec sa vaste réserve d'hommes et de femmes qualifiés sur le plan professionnel, et grâce à l'apport annuel de plus d'un milliard de dollars constitué par les envois effectués par ses travailleurs migrants employés au Moyen-Orient, l'Inde pourra sans doute trouver un équilibre et permettre à ses habitants d'accéder au bien-être plus rapidement que ne laissent supposer les tendances actuelles.

Ce sont les pays situés au sud du Sahara qui ont à faire face aux perspectives de croissance les plus mornes. Là, en effet, le PNB par tête, qui s'était accru de 1,6 % par an lors des années 1960, est retombé à 0,2 % par an dans les années 1970 et il est peu probable qu'il dépasse 1 % par an jusqu'à la seconde moitié des années 1980. L'Afrique subsaharienne est également la seule grande région du monde où le taux démographique ne montre aucun signe de déclin et où, par contre, le volume de la production alimentaire par habitant est en baisse.

Les tendances économiques actuelles, somme toute, indiquent que la proportion de pauvreté absolue sera d'environ 11 % en l'an 2000, contre 18 % de la population mondiale en 1980. Le chiffre exact qui, selon les conclusions de la Banque Mondiale, est actuellement de 780 millions tombera à 720 millions si tout va bien. Dans le cas contraire, il atteindra 800 millions.

Pour ce qui concerne notre village mondial de 100 personnes, ces tendances indiquent que, en l'an 2000 après Jésus-Christ, 13 personnes seront laissées pour compte dans une pauvreté absolue, leur vie étant ravagée par la malnutrition et la mauvaise santé constantes, par l'impossibilité d'échapper à leur sort et par la mort prématurée de 3 de leurs enfants sur 10.

Pour un nombre beaucoup plus important d'individus (environ deux milliards), le PNB par

habitant se situera probablement entre 200 et 300 dollars par an.

Si on les traduit en termes de bien-être humain qui, à ce degré de richesse, devrait normalement être accessible, ces chiffres signifient que pour environ un tiers de la population mondiale, le niveau d'alphabétisation n'excédera pas 50 %, l'espérance de vie dépassera à peine 50 ans et les taux de mortalité infantile ne seront pas inférieurs à 100 morts pour 1000 naissances.

Modifier les tendances

La réponse apportée par l'UNICEF à ce bref tableau statistique des deux prochaines décennies, c'est que de tels chiffres sont inacceptables. Ils le sont d'autant plus que les souffrances qu'ils laissent présager sont aussi injustes qu'inutiles.

Il convient tout d'abord de souligner, au sujet des tendances à partir desquelles ce tableau de l'an 2000 a été réalisé, que toute tendance est fonction d'une politique donnée, et non l'expression d'un destin inévitable. Il nous incombe maintenant d'étudier ces tendances pour découvrir comment il serait possible de modifier certaines d'entre elles pour parvenir à un avenir différent et meilleur.

Au cours de ces dernières années, l'UNICEF et d'autres membres de la famille de l'ONU se sont activement occupés d'études de tendances de ce type. Leur travail passait des traditionnelles conférences mondiales sur l'environnement, la démographie, l'alimentation, l'eau, l'emploi, la réforme agraire, la coopération technique et les soins de santé primaires, à la constitution de groupes de travail restreints tels que la Commission de l'ONU pour la planification du développement, ou celui qui a permis d'établir le Rapport Tinbergen sur la réorganisation de l'ordre international. Ce nouvel examen des tendances bénéficiait de l'expérience de vingt années d'efforts dans le cadre du développement, et de la possibilité d'utiliser une immense quantité d'études récemment publiées. L'UNICEF, pour sa part, a apporté sa contribution reposant sur plus de 30 ans d'expérience de travail sur le terrain, dans plus d'une centaine de pays en voie de développement.

A l'issue de ce nouvel examen des tendances, un consensus s'est dégagé : il est possible, d'ici à l'an 2000, de combler les besoins d'une vaste majorité au niveau de la nourriture, du logement, de la santé et de l'éducation.

Cette image d'un avenir différent n'est pas noyée dans le flou. Une espérance de vie atteignant 60 ans et plus, un taux de mortalité infantile de 50 ou moins et un taux d'alphabétisation d'au moins 75 % sont des indications spécifiques des progrès qui, estimons-nous, peuvent être accomplis par les nations et les peuples les plus pauvres au cours des vingt prochaines années. De telles réalisations impliqueraient également que chaque famille, ou presque, soit en mesure d'exercer un métier raisonnablement productif et rémunérateur, que les besoins nutritionnels soient comblés par une consommation minimum de calories, que les communautés bénéficient de soins médicaux et d'approvisionnement en eau, que pratiquement tous les nourrissons soient vaccinés contre les maladies infantiles les plus fréquentes.

et que les enfants de 6 à 11 ans aillent à l'école pendant au moins quatre ans.

Tricher avec le destin

La question se pose de savoir si ces objectifs peuvent être autre chose qu'un vœu pieux dans la réalité économique actuelle. Doit-on se contenter de prier pour qu'ils se réalisent, ou restent-ils au contraire sur des certitudes indiscutables ?

La preuve que l'on peut atteindre de tels objectifs, et que l'on peut tricher avec le « destin » des extrapolations économiques, nous est fournie par l'exemple des pays et des régions qui ont déjà réussi à les atteindre et cela alors qu'ils se trouvaient à un degré de développement économique proche de celui que l'on prévoit pour les pays à faibles revenus en l'an 2000.

C'est la République populaire de Chine qui nous offre l'exemple le plus probant. Pour démontrer qu'il est possible de modifier des tendances réputées « inévitables », souvenons-nous qu'il y a seulement vingt ans, on pouvait lire des déclarations de ce genre : « La Chine n'est littéralement plus en mesure de nourrir davantage de Chinois. Des millions d'entre eux vont mourir. Il n'existe pas de solution. » Depuis lors, la population de la Chine frôle le milliard et tous, pratiquement, semblent correctement nourris.

En 1950, l'espérance moyenne de vie en Chine était de moins de 45 ans ; aujourd'hui, elle peut dépasser 70 ans. Au cours de la même période, le taux de fréquentation de l'école primaire est passé de 25 à 94 % et le taux de mortalité infantile, qui était parmi les plus élevés des pays en voie de développement, figure aujourd'hui parmi les plus bas. Pourtant, le PNB actuel de la Chine, que l'on estime à moins de 300 dollars par habitant, est proche du niveau que les pays à faibles revenus, dans l'ensemble, peuvent raisonnablement espérer atteindre en l'an 2000, ou même avant.

Si la Chine était le seul exemple démontrant une différence de rapports entre le PNB par tête et le niveau de bien-être humain, la viabilité d'un « avenir différent » ne serait peut-être pas très convaincante. Car les circonstances dans lesquelles la Chine parvint à ces résultats sont incontestablement exceptionnelles. L'Asie nous fournit toutefois un autre exemple, fort différent, celui de Sri Lanka.

Avec un PNB actuel inférieur à 200 dollars par habitant — qui n'atteint pas non plus celui que les pays à faibles revenus peuvent espérer dans les vingt ans à venir — Sri Lanka a lui aussi dépassé les objectifs de « l'avenir différent » pour l'an 2000. Avec un degré d'alphabétisation de 80 %, un taux de mortalité infantile inférieur à 50 pour 1000 et une espérance de vie de 68 ans (au lieu de 46 ans il y a seulement 35 ans), Sri Lanka a également prouvé qu'il était possible de faire d'énormes progrès en dépit d'une économie très faible.

Un troisième exemple, tout aussi concluant, nous est fourni par l'Etat de Kerala, dans le sud de l'Inde. Kerala, qui a une population identique à celle de l'Argentine, de la Colombie ou du Zaïre, est l'un des Etats les plus pauvres de l'Inde. Son PNB de 135 dollars par habitant, par exemple, est inférieur aux 180 dollars qui constituent la moyenne pour l'ensemble de l'Inde. Avec ce niveau économique, et un taux de croissance

n'atteignant qu'un peu plus de 1 % par personne et par an, Kerala ne devrait normalement pas atteindre les objectifs proposés pour l'an 2000. Or ce pays y est déjà parvenu. Presque tous les enfants vont à l'école primaire et les trois quarts des adultes savent lire et écrire. Le taux de mortalité infantile est d'environ 50 pour 1000 et l'espérance de vie est en moyenne de 61 ans.

Il est évident que Kerala est parvenu à modifier le rapport apparemment immuable entre le niveau de réalisation économique et le niveau de bien-être humain.

Des exemples semblables, encore que moins précis, nous sont offerts par Costa Rica, Cuba, la Barbade et la Jamaïque, qui tous ont un taux d'alphabétisation, d'espérance de vie et de mortalité infantile qui comptent parmi les meilleurs de l'Amérique latine et des Caraïbes, tout en n'ayant pas un PNB supérieur à celui de la moyenne locale.

En revanche, il existe plusieurs pays en voie de développement à revenus moyens dont le PNB par habitant est supérieur à 600 ou 700 dollars par an, mais dont le taux d'alphabétisation est inférieur à la moyenne des pays à faible revenu, dans lesquels le PNB moyen par tête est seulement de 200 dollars par an.

Chacun de ces exemples est situé dans un contexte historique, culturel et politique qui lui est propre, et il n'est pas possible d'amalgamer les éléments de leur réussite pour constituer une sorte de formule magique du développement. Toutefois, en rassemblant toutes ces preuves, on peut penser que les niveaux relativement faibles de croissance économique que les plus pauvres des pays en voie de développement peuvent espérer atteindre dans les vingt prochaines années n'impliquent pas qu'il soit inévitable de laisser ces pays dans la sous-alimentation, la mauvaise santé et l'analphabétisme. En d'autres termes, un avenir différent est possible.

Une croissance économique à partir du bas

Dans le consensus qui s'est dégagé sur ce qu'il était possible de faire durant les deux prochaines décennies, on trouve un certain nombre de principes généraux, issus de l'expérience de ces vingt dernières années.

Le premier, c'est que la croissance économique est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour venir définitivement à bout de la pauvreté. Le second, c'est que les politiques qui tentent de répondre directement aux besoins des pauvres constituent un pas en avant plus prometteur que celles qui s'en remettent à une croissance à petite vitesse. Le troisième, et peut-être le plus sujet à controverses, c'est que la redistribution des ressources et des revenus qu'impliquent de telles politiques ne doit nullement faire obstacle aux perspectives de croissance économique, qu'elle peut même améliorer.

L'attitude conventionnelle à long terme consistait à déclarer que l'inégalité était nécessaire dans la mesure où elle permettait à un certain nombre d'épargner et d'investir, créant ainsi la croissance économique qui permet d'augmenter le nombre d'emplois et, par conséquent, les revenus des pauvres. Or, dans la pratique, selon des

études réalisées par l'Organisation Internationale du Travail, il apparaît que :

La fraction de l'épargne des riches qui est répartie dans les investissements prévus pour produire des biens et des services pour les pauvres est trop insignifiante. L'une des raisons de cet état de chose est que, consécutivement à la distribution inégale des revenus, les pauvres ont un pouvoir d'achat très faible et cela n'incite donc pas à produire pour eux. Il est probable que l'on a sous-estimé la capacité d'épargne potentielle des pauvres, et l'épargne et les investissements qu'ils entreprennent réellement ont la caractéristique de ne s'appliquer qu'à leurs besoins essentiels.

En d'autres termes, le genre de demande économique qui résulte de la concentration des revenus, de l'investissement et du crédit ne procure qu'un nombre d'emplois réduit aux couches les plus pauvres de la population, auxquelles cela ne donne que trop peu de bénéfices. En revanche, si l'on attribuait une part supplémentaire de pouvoir d'achat à un plus grand nombre d'individus, cela pourrait susciter une exigence économique d'un genre différent, qui insisterait sur une nourriture, des services de santé et un enseignement de meilleure qualité, du matériel agricole, des semences et des fertilisants mieux adaptés et des moyens de transport, des vêtements et des logements améliorés. Une telle demande serait plus facilement susceptible d'être comblée par l'artisanat et les ressources locales, ce qui créerait davantage d'emplois et de revenus pour les pauvres, selon la méthode qui consiste à répondre à leurs besoins tout en investissant dans leur productivité.

L'économiste Mahbub ul Haq, résumant cette volte-face, a déclaré : « On nous a appris à nous occuper de notre PNB, ce dernier étant censé résoudre nos problèmes de pauvreté. Renversons les choses et occupons-nous d'abord de la pauvreté — le PNB se débrouillera bien tout seul ! »

C'est sans doute ce à quoi faisait allusion l'ancien sénateur Hubert Humphrey lorsqu'il parlait de « la véritable révolte intellectuelle qui agite les spécialistes du développement : ceux-ci se détournent de la position classique selon laquelle la croissance économique est la seule réponse susceptible de dispenser quelques profits à la majorité des pauvres... les plus pauvres de la majorité naissent aussi, dès le début, recueillant une part plus équitable des fruits du développement. Une plus grande équité et une plus grande participation, au lieu de faire obstacle à la croissance, la soutiennent et la renforcent. »

Les inégalités internationales

La signification pratique de ces exemples et de ces principes, c'est que le progrès visant à répondre aux besoins humains de toutes les populations peut être atteint de façon notable, même si le moteur de la croissance économique n'accroît que lentement la richesse des nations.

Mais s'il est vrai qu'une faible croissance n'est pas une prison, ni le PNB un carcan, il est également vrai que la disparition définitive de la pauvreté ne pourra vraisemblablement pas avoir lieu sans une accélération du taux de croissance économique. Sans une croissance accrue, la redistribu-

tion des ressources et les possibilités des pays en voie de développement ne suffiraient pas à rendre possible un avenir différent. Augmenter les impôts des 20 % qui ont les revenus les plus élevés, par exemple, aurait une incidence sur presque tous les employés des usines de l'industrie automobile de São Paulo ou des filatures de Calcutta.

Il est tout aussi évident que la nécessaire accélération de la croissance des pays en voie de développement ne risque guère d'avoir lieu sans une restructuration des relations économiques internationales qui, pour l'instant, retardent cette croissance. Un progrès dans les négociations actuelles relatives aux modifications de la structure de l'économie mondiale est donc absolument nécessaire si l'on veut combler les besoins des pays et des individus les plus pauvres dans les vingt années qui viennent.

Réunies sous la bannière du Nouvel Ordre économique international, plus d'une centaine de nations du Tiers-Monde font actuellement campagne pour une modification de ce genre. Elles affirment que l'ordre économique actuel exerce une discrimination sur les pays en voie de développement. Elles en veulent pour preuve que près de 80 % de l'accroissement annuel des richesses mondiales revient aux nations industrialisées et déjà riches, où l'on ne trouve que 15 % de la population du globe, alors que moins de 2 % seulement reviennent aux pays les plus pauvres, où se concentre plus de 30 % de la population mondiale.

Une telle polarisation n'est pas le fruit du hasard. Elle est due en grande partie à la concentration du pouvoir économique qui a permis à une minorité de nations d'édictier les règles du commerce mondial, de régenter le système monétaire international, de décider du genre, du lieu et du but des investissements qui seront faits, d'orienter le cours de la science et de la technologie et d'organiser la répartition du travail international en fonction de leurs propres intérêts.

En d'autres termes, de nombreux pays en voie de développement ont aujourd'hui le sentiment de subir une domination presque aussi grande que du temps des empires coloniaux. Le prix des matières premières qu'ils vendent, la valeur des monnaies étrangères qu'ils doivent utiliser, le coût des équipements industriels qu'ils importent, les modalités de l'aide et des investissements qu'ils souhaitent voir mis en place, ainsi que le genre de technologie qui leur est accessible, sont autant d'éléments qui dépendent de forces auxquelles ils n'ont qu'une action très limitée.

Le concept d'un Nouvel Ordre économique international n'est donc pas un simple assemblage d'écrous et de boulons économiques. Il repose sur une affirmation de volonté et de respect de soi qui équivaut à la contrepartie économique du besoin d'indépendance politique que les nombreux pays en voie de développement ont réclamée et obtenue lors des années cinquante et soixante.

Par conséquent, sur le plan national et international, le fait d'éviter et d'éviter d'une plus grande égalité des chances et d'une distribution plus équitable de la croissance économique permet de déterminer avec précision si l'on s'occupe ou non des besoins des pauvres. Car, si l'on souhaite réellement parvenir à un avenir différent, le développement social doit maintenant occuper sa place légitime, au côté du développement économique.

Investir dans les populations

Passer du monde actuel à un monde où la pauvreté de masse appartiendra au passé demande davantage que des exemples encourageants et une réévaluation approfondie. Cela nécessite des stratégies particulières, élaborées nation par nation, communauté par communauté.

Mais ces stratégies ne peuvent pas être transplantées de manière mécanique, ni renforcées par un simple apport d'argent. Il n'est pas non plus possible de les imposer à la population pauvre dans un mouvement qui, issu du centre, s'exercerait sur une périphérie passive. Toutefois, les leçons qui se dégagent de leurs réussites et de leurs échecs peuvent être assimilées et utilisées.

Ces leçons, pour l'essentiel, appartiennent au développement social, c'est-à-dire la mise au point de nouvelles structures qui permettent d'adapter plus efficacement les ressources issues de la croissance économique à l'amélioration de la vie de la plus grande masse. De nouvelles stratégies sont notamment nécessaires dans le domaine de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Et c'est sur les enseignements qui ont été tirés de cette trilogie essentielle du développement humain que porte maintenant notre rapport.

La santé

Héraclite écrivait, il y a 2500 ans : « Lorsque la santé fait défaut, la sagesse ne peut se manifester, la culture ne peut s'exprimer, la vaillance ne peut combattre ; la richesse devient inutile et l'intelligence sans objet. » C'est précisément pour ces raisons que l'amélioration de la santé constitue tout à la fois un moyen et une fin du développement. Et toute stratégie visant à supprimer définitivement la pauvreté doit, en fin de compte, être évaluée en fonction d'elle.

On dit parfois que, dans le monde actuel, le niveau de santé est plus élevé qu'il ne l'a jamais été auparavant dans l'histoire. Bien que cela soit sans doute vrai, c'est également une preuve d'autosatisfaction, car une véritable évaluation de la santé ne s'effectue pas en fonction des horreurs passées, mais bien en fonction des possibilités du présent.

La loterie de la naissance montre l'importance du fossé qui existe entre ce qui est et ce qui pourrait être. L'enfant né en Suède court moins de 1 % de risque de mourir avant l'âge d'un an, alors que pour l'enfant né dans un pays en voie de développement, ces risques sont de l'ordre de un sur 10. Dans les pays les plus défavorisés, la proportion est de un sur 6.

Si les 12 millions de bébés morts pendant l'Année internationale de l'Enfance étaient nés au Japon ou en Finlande, 11,88 millions d'entre eux vivraient encore aujourd'hui.

Pour ceux qui passent le cap de la première année, la lutte pour la vie et la santé est pourtant loin d'être terminée. Dans les pays les plus pauvres, seul un enfant sur 10 pourra être examiné par un agent de santé primaire qualifié, ou sera vacciné pendant sa première année de vie contre la diphtérie, le tétanos, la rougeole, la tuberculose, la co-

queluche ou la poliomyélite, six des maladies les plus fréquentes chez les enfants qui, pourtant, peuvent toutes être évitées au moyen de l'immunisation.

Dès lors que ces enfants grandissent, rampent, marchent, courent, jouent et enfin travaillent, ils s'engagent progressivement dans un environnement qui, sur le plan de la santé, équivaut à un véritable champ de mines. Dans les zones rurales des pays en voie de développement, près des trois quarts des enfants n'ont pas accès à l'eau potable. Rares sont ceux qui bénéficient de conditions d'hygiène correctes. Par voie de conséquence, les maladies dues à l'environnement sont légion. La schistosomiase, par exemple, véritable fléau que l'on appelle bilharziose en Afrique et fièvre de l'escargot en Chine, atteint entre 180 et 250 millions de personnes dans le monde. On évalue à 650 millions le nombre des personnes affaiblies par les ascaris ou vers ronds, et 20 millions d'autres souffrent de la cécité des rivières (river-blindness). La malaria, pour sa part, tue un million d'enfants par an, approximativement, pour la seule région de l'Afrique. Quant à la mauvaise alimentation, elle mine les forces des êtres et celles des nations.

À l'échelle mondiale, un enfant sur 5 souffre de malnutrition, elle-même porte ouverte à la maladie. Et 2 enfants sur 100 sont si gravement sous-alimentés que, pour pouvoir rester en vie, leur corps doit puiser dans les réserves de protéines contenues dans les muscles, y compris les muscles cardiaques.

Il en résulte que près de 15 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque année, ce qui représente plus d'un tiers du chiffre global des décès dans le monde.

L'infection des voies respiratoires et les diarrhées sont de redoutables porteurs de mort : ils tuent chaque année plus de 10 millions d'enfants en bas âge. Leur complice la plus efficace est la malnutrition. On a établi en effet que la malnutrition était responsable d'un tiers des décès d'enfants âgés de moins de cinq ans, que ce soit de façon latente ou de façon combinée.

Deux sous pour la prévention

Pour faire face à de tels problèmes, les budgets réservés à la santé dans les pays en voie de développement ne représentent qu'un centième par habitant de ce qui, dans les pays industrialisés, est consacré à la santé. En Afrique et en Asie, par exemple, les dépenses de santé - y compris celles faites par les particuliers - dépassent rarement 5 dollars par habitant et par an.

Pour que ce tableau de la santé se modifie de façon spectaculaire en l'an 2000, il faudrait accroître les ressources qui lui sont consacrées. Mais, comme, de toute évidence, ces ressources sont limitées, il est également urgent de mettre au point des stratégies nouvelles permettant d'améliorer le rapport entre l'argent investi et les améliorations apportées.

Au cœur de ces deux stratégies, on retrouve le vieil adage selon lequel « Deux sous de prévention valent bien un louis de guérison ».

On estime par exemple que, dans le monde en voie de développement, près de 80 % des maladies pourraient être évitées grâce à un ensemble d'améliorations portant sur l'alimentation, l'approvisionnement en eau, l'hygiène de chacun, l'éducation sanitaire au niveau familial et communautaire, l'assainissement et les campagnes de vaccination. Compte tenu de cela, consacrer la totalité de ressources déjà faibles à la formation de médecins et à la construction d'hôpitaux n'apparaît pas comme la solution permettant de sauvegarder la santé du plus grand nombre au moindre coût. Pourtant, sous l'influence des normes établies et de l'aide apportée par les pays industrialisés, les trois quarts de toutes les dépenses de santé du monde en voie de développement sont actuellement consacrés à des soins de prix élevés, destinés à quelques-uns, au lieu d'une prévention à faible coût destinée au plus grand nombre. En Afrique, par exemple, environ 70 % des médecins sont regroupés dans des villes où l'on ne trouve qu'environ 20 % de la population.

Une stratégie alternative, que la Chine et ses 1,6 million de « médecins aux pieds nus » a été la première à appliquer, de façon spectaculaire, réside dans l'option des soins de santé primaires. C'est en tout cas sous cette bannière que l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF ont organisé la Conférence mondiale sur les soins de santé primaires, à Alma Ata, en Union soviétique, vers la fin de l'année 1978.

Les soins de santé primaires

A la conférence d'Alma Ata, les résultats de nombreux efforts pour améliorer la santé publique des pauvres ont été confrontés. Et il s'en est dégagé un consensus auquel ont adhéré, en principe, plus de 130 gouvernements dans le monde.

Tout d'abord, il a été reconnu qu'investir dans une meilleure alimentation, des ressources d'eau et de bonnes conditions sanitaires pour tous équivaut à jeter les fondements de la santé des populations. En second lieu, on a estimé que ceux qui travaillent sous les noms de médecin aux pieds nus - soignant, auxiliaire médical, aide médical rural, ou agent de santé primaire ou communautaire - font partie d'une stratégie qui peut contribuer à transformer l'image de la santé mondiale dans les vingt années à venir.

Il n'est pas nécessaire d'avoir accompli sept ans d'études, ou de disposer d'appareils technologiques coûteux, pour prévenir ou guérir la plupart des cas de maladies dues à une déficience de l'état général. On estime, par exemple, que les quatre cinquièmes des maladies infantiles peuvent être traitées à peu de frais par les agents de santé.

Dans différents pays en voie de développement, les tâches de ces agents de santé comprennent : des conseils sur la nutrition et l'approvisionnement en eau ; une éducation en ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement ; les soins relatifs à la mère et à l'enfant ; des campagnes d'immunisation ; le planning familial ; le contrôle de la qualité de l'eau ; la distribution de médicaments essentiels ; la réhydratation par voie

orale des enfants atteints de diarrhée ; le traitement des maladies et blessures courantes.

Le but des soins de santé primaires n'est pas de supplanter les hôpitaux et les docteurs, mais de les relier aux besoins de la majorité à un coût raisonnable. Ayant appris à reconnaître les problèmes de santé qui exigent une connaissance et un traitement plus spécialisés, l'agent de santé peut renforcer l'efficacité des services médicaux (traditionnels). En retour, c'est la puissance même de ces services médicaux qui confère sa crédibilité à l'agent de santé communautaire, et qui empêche les soins de santé primaires de devenir un service de seconde catégorie pour les pauvres. Tout en contribuant à l'expansion des soins de santé primaires dans le monde, l'UNICEF en a tiré une certaine expérience. Et aujourd'hui, aider à former et à équiper les agents de santé constitue la préoccupation majeure de sa « Stratégie des services de base », une stratégie qui tend à satisfaire à peu de frais les besoins humains élémentaires, en encourageant les initiatives destinées aux communautés dans lesquelles travaille l'UNICEF et inspirées par celles-ci.

La mère et l'enfant

Un des moyens les plus efficaces dont les agents de santé disposent pour élever le niveau de santé de la communauté consiste à prodiguer des soins intensifs à la mère et à l'enfant pendant la grossesse, l'accouchement, et les premières années de la vie.

Tous les ans, à travers le monde, 25 millions de femmes souffrent de maladies graves ou de complications durant la grossesse ou l'accouchement. En Afrique et en Asie seulement, 500 000 femmes meurent chaque année des suites de leur maternité, laissant derrière elles un million d'orphelins. L'anémie, dont on estime qu'elle affecte les deux tiers des femmes enceintes dans les pays en voie de développement, est la cause principale de la moitié de ces morts.

De même, à cause de la santé déficiente et de la malnutrition de leur mère, 21 millions de nouveau-nés pesant un poids insuffisant à la naissance viennent au monde chaque année dans les pays en voie de développement. Et dans une étude de l'OMS portant sur sept de ces pays, les nouveau-nés pesant un poids insuffisant représentent 4 à 11 % du chiffre total des naissances, et 43 à 74 % du chiffre total des morts périnatales (mort survenant entre la 28ème semaine de gestation et la fin de la première semaine de vie). Le taux de mortalité des bébés qui, ne pesant pas le poids requis à la naissance, réussissent à dépasser la première semaine de vie, est également 20 fois plus élevé que celui des bébés qui pèsent un poids normal à la naissance.

En outre, c'est au cours de cette brève et vulnérable période périnatale - qui ne dure que deux mois environ - que se produit un tiers du chiffre total des morts infantiles dans les pays en voie de développement.

Au cours des quelques premiers mois cruciaux de sa vie, l'allaitement maternel constitue l'élémentaire la sauvegarde de l'enfant. Mais le coût est élevé et consiste à fournir les soins adéquats, courant dont le monde industrialisé a fourni

à la fois l'exemple et les moyens de le suivre, a coûté des dizaines de milliers de jeunes vies.

Par conséquent, la « publicité » sur la supériorité du lait maternel est en passe de devenir une étape nécessaire pour améliorer la santé de l'enfant. Car, comme l'a déclaré le directeur général de l'OMS, Halfdan Mahler, au cours de la 32^{ème} assemblée mondiale de la santé : « Les faits constatés dans les pays en voie de développement montrent que la mortalité des enfants nourris au sein pendant moins de six mois, ou pas du tout, est de cinq à dix fois plus élevée au cours de leur second semestre de vie que celle des enfants qui ont été nourris au sein pendant six mois ou plus. »

Cette campagne pour l'allaitement au sein maternel doit également viser le contrôle de ceux qui vantent et qui vendent des produits pour bébés à des mères qui n'en ont pas besoin, ne peuvent se les offrir, et sont incapables de les utiliser en toute sécurité.

L'OMS et l'UNICEF mettent aujourd'hui au point un code de conduite destiné à encourager l'allaitement au sein, et à régulariser le marketing de nourritures artificielles pour bébés dans les pays en voie de développement. Au début de l'année prochaine, ce code sera soumis pour ratification à l'Assemblée Mondiale de la Santé. S'il est adopté par les gouvernements, et suivi par le monde du commerce, cela peut signifier que dans beaucoup de pays en voie de développement, les bébés ne seront plus victimes de la mode du biberon.

Le planning familial

La santé des mères et des enfants est aussi intimement liée à l'espacement des naissances. Cependant, ce lien a parfois été occulté par la controverse qui entoure le but du planning familial.

Trop souvent, on a prêché aux pauvres les vertus du planning familial au nom du problème de la surpopulation, et dans le seul but de les réduire numériquement. Aux yeux des intéressés, un tel discours a quelquefois semblé faire fi des circonstances et de leurs droits.

Là où il n'existe ni retraite des vieux, ni services médicaux, ni allocation chômage, les enfants représentent souvent la principale source de sécurité économique. Là où les tâches qui consistent à aller chercher le bois et l'eau et prendre soin des animaux peuvent vous occuper jusqu'à douze heures par jour, les enfants sont souvent un atout dans la lutte de la famille pour sa survie économique. Là où le taux de mortalité infantile est élevé, il faut souvent mettre au monde beaucoup d'enfant pour assurer la survie de quelques-uns d'entre eux. Au fur et à mesure que ces conditions économiques commencent à s'améliorer, la motivation pouvant inciter à réduire la famille en nombre se fait davantage sentir.

Cependant, le planning familial se situe dans un autre contexte, et a un autre but. Le contexte, c'est la santé de la mère et de l'enfant, et le but l'espacement des naissances.

Il existe un ensemble de symptômes que les diététiciens nomment le « syndrome de l'épuisement maternel ». Les villageois du Bangladesh l'appellent « shutika ». Mais les uns et les autres parlent de la même chose : le fait que la grossesse et l'ac-

couchement sont des processus éprouvants pour le corps d'une femme. Et qu'il faut du temps pour s'en remettre.

Si la période de rétablissement entre deux naissances est trop courte, la santé en subit les conséquences. Les bébés ont tendance à naître avec un poids au-dessous de la normale ; ils seront probablement mal nourris ; et les mères sont plus susceptibles de souffrir d'anémie, de toxémie, ou d'être simplement exténuées. Souvent, le dernier des enfants nés précédemment est aussi affecté. « Kwashiorkor », le fléau dévastateur de la malnutrition dont les symptômes sont connus à travers tous les pays en voie de développement, est un terme ghanéen signifiant « la maladie du bébé sevré trop tôt ».

Les femmes, qui sont directement touchées par ce « syndrome d'épuisement », savent mieux que quiconque comment il affecte leur santé et celle de leur progéniture. Et ce n'est pas seulement leur manque d'information quant au planning familial qui les empêche de prendre en main leur propre fécondité et leur propre santé. C'est souvent le fait qu'elles vivent dans des sociétés où ce sont les hommes qui prennent les décisions, et les femmes qui en subissent les conséquences.

Chaque jour, dans les pays en voie de développement, 300 000 femmes donnent naissance à un enfant, et 120 000 se font avorter. Ce chiffre brutal — deux avortements pour cinq naissances — montre bien qu'elles ont besoin de connaître un meilleur moyen d'éviter une grossesse non désirée. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, commence à présent à émerger d'une étude mondiale sur la fécondité, la plus importante jamais entreprise à ce jour dans ce domaine. Les premiers résultats montrent que dans la plupart des pays en voie de développement, la moitié des femmes mariées dont l'âge se situe entre 15 et 49 ans, ne veulent plus d'enfants. Parmi celles-ci, une sur deux seulement utilise des méthodes contraceptives modernes.

En comprenant que les moyens d'espacer les naissances sont un élément essentiel des services de santé concernant la mère et l'enfant, et que l'élévation du niveau de vie encourage la réduction des familles, on ouvre une nouvelle perspective au problème de la surpopulation. On a déjà dit qu'il suffisait de s'attaquer à la pauvreté pour résoudre le problème du PNB ; de même pourrait-on affirmer à présent qu'il suffit, pour résoudre le problème de la surpopulation, de s'intéresser à ceux qui en sont les victimes.

L'enfance handicapée

Une meilleure connaissance de cette brève période qui couvre la grossesse, l'accouchement, et les premiers mois de la vie, ainsi que des soins appropriés, pourraient également réduire la fréquence et la gravité des infirmités qui affligent aujourd'hui un nombre d'enfants que l'on estime à 150 millions dans le monde.

En définissant les besoins médicaux primordiaux du Tiers-Monde, on a souvent relégué au second plan le problème des handicapés, sous le prétexte que toute intervention en leur faveur coûte très cher, et que le petit nombre d'individus concernés ne justifie pas ces dépenses. L'une des tâches essentielles de l'Année internationale des

Personnes handicapées (1981) sera de relever cette présomption sur deux points.

Premièrement, le nombre des handicapés n'est pas restreint. Selon des statistiques établies par « Rehabilitation International », toute population donnée est affectée à 10 % par une forme quelconque d'infirmité mentale ou physique. Un tel pourcentage élève le nombre des handicapés dans le monde à environ 450 millions de personnes, dont un tiers approximativement sont des enfants n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans.

Deuxièmement, les dépenses entraînées par les soins préventifs ou la rééducation des handicapés ne sont pas nécessairement prohibitives. Etant donné que l'insuffisance de nourriture, certaines maladies spécifiques, et la mauvaise santé générale des femmes enceintes et des jeunes enfants sont les causes majeures de ces infirmités, les campagnes d'immunisation et les soins attentifs portés à la mère et à l'enfant, qui bénéficient déjà au bien-être de la communauté, permettraient de réduire leur fréquence.

De même, en surveillant le développement des jeunes enfants, tâche dont s'acquittent souvent les agents de santé communautaires, il est possible de déceler très tôt certaines carences. Et le dépistage précoce de ces carences est une condition indispensable pour les empêcher d'interrompre le processus normal du développement de l'enfant, et par conséquent leur transformation en une infirmité multiple.

En intégrant la prévention de l'infirmité, et sa rééducation, dans des stratégies de soins de santé primaires, on pourrait alléger la vie d'un grand nombre de gens à relativement peu de frais. Une étude récente, entreprise à Mexico par l'OMS et l'Organisation pan-américaine de la santé, rapporte par exemple que 80 % des personnes handicapées peuvent bénéficier d'une aide positive tirée de ressources qui existent à l'intérieur même de la communauté.

L'exemple le plus poignant de tout ce que l'on peut accomplir au prix d'un effort minimum réside dans l'équilibre entre les dépenses et les bénéfices en ce qui concerne la prévention de la cécité. On estime aujourd'hui que 250 000 enfants perdent la vue chaque année par manque de vitamine A. Le coût de ce besoin en vitamine A est ordinairement de moins de 50 centimes par enfant, par année, à condition que l'enfant soit à proximité d'un agent de santé communautaire.

Les thèmes essentiels de l'Année internationale des Personnes handicapées rappellent que les solutions technologiques coûteuses sont de peu d'intérêt pour les handicapés qui ont également souvent la malchance d'être pauvres ; que la prévention et la rééducation de l'infirmité peuvent être intégrées dans des stratégies de soins de santé primaires ; que son infirmité n'est pas une raison pour écarter un enfant de son processus normal de développement ; que les comportements sociaux envers l'infirmité elle-même ; qu'il faudrait placer l'accent sur ce qu'un handicapé est capable d'accomplir, plutôt que sur ce qu'il ne peut pas faire ; que les dépenses entraînées par la prévention et la rééducation sont économiquement envisageables en même temps que moralement nécessaires ; que la première des ressources qui permettraient aux handicapés de mener des vies aussi normales et productives que possible consiste en une famille bien conseillée et bien soutenue.

En l'an 2000, si l'on en croit les tendances actuelles, le village mondial type d'une centaine de personnes comprendra cinq adultes et trois enfants handicapés. Si les buts de l'Année internationale des Personnes handicapées peuvent être partiellement atteints, ces courants seraient modifiés, et on pourrait envisager un avenir où ce tribut de vies humaines et de dépenses sociales serait rigoureusement réduit.

La santé pour tous

Les différentes stratégies de soins de santé primaires à présent mises au point peuvent contribuer à améliorer le rapport entre les ressources investies et les bénéfices gagnés en santé partout où le besoin de cette équation se fait sentir. Mais ce serait une erreur de voir dans l'agent de santé communautaire un magicien ambulancier qui peut faire disparaître la maladie en brandissant une seringue. Sans formation et remise à jour, sans réapprovisionnement efficace en médicaments essentiels, sans investissement dans la nutrition, les ressources d'eau et l'assainissement, sans la confiance et la participation de la communauté, sans épaullement de la part des services médicaux sophistiqués du gouvernement, et sans une forte dose de soutien financier et administratif, la stratégie de soins de santé primaires perd à la fois son efficacité et sa crédibilité.

Avec ce soutien, les soins de santé primaires peuvent modifier de façon radicale la santé de la famille humaine d'ici à l'an 2000.

En atteignant les buts d'un taux de mortalité infantile de 50 % ou moins, et d'une espérance de vie de 60 % ou plus pour toutes les sociétés, on éviterait entre cinq ou six millions de jeunes morts par an. Ceci aurait pour conséquence directe que cinq ou six millions de gens survivraient pour avoir des enfants à leur tour. On a par conséquent fait remarquer que réduire les taux de mortalité infantile reviendrait à accroître la poussée démographique. A court terme, sauver des vies d'enfants est en effet susceptible d'augmenter le nombre d'enfants par famille. Mais à long terme, cela peut avoir l'effet opposé. Car si moins d'enfants meurent, les parents sont davantage assurés de la survie des leurs. Au fur et à mesure que cette confiance augmente, ils ont tendance à limiter le nombre des naissances en fonction de leurs souhaits, plutôt que de mettre au monde un surcroît d'enfants sous la menace d'un taux de mortalité infantile trop élevé.

Le résultat constitue le « paradoxe de la surpopulation », paradoxe selon lequel les étapes qui mènent à un recul de la mortalité infantile mènent aussi — après un court laps de temps — à un ralentissement des taux de naissances. De plus, bon nombre de progrès sociaux, comme l'éducation des femmes, requis pour réduire les taux de mortalité infantile (en particulier ces progrès qui tendent à rabaisser le taux de mortalité par nation ou par communauté au-dessous de 75 morts pour 1000 naissances) ont également un impact puissant sur les comportements envers la réduction numérique des familles.

Parmi les systèmes mathématiques sur-ordinaires qui ont été élaborés afin de prédire les tendances et guider les politiques peu ont pris ce paradoxe en considération. La préférence d'un

donnée au procédé plus simple qui consiste à extrapoler à partir des courants de population actuels, sans tenir compte des améliorations sociales. Une exception importante nous est fournie par le CELADE (Centre latino-américain de démographie) qui a su intégrer dans son analyse l'hypothèse que la réduction du taux de mortalité infantile conduira éventuellement à une chute de l'accroissement démographique.

Mais que la relation exacte entre taux de mortalité infantile et chiffre des naissances soit encore une affaire de ratiocination démographique, il reste le fait que dans aucun pays, et à aucune époque, il n'y a jamais eu de recul soutenu et significatif du taux des naissances qui n'ait été précédé par un recul soutenu et significatif du taux de mortalité infantile.

Mais les améliorations de santé nécessaires pour réduire le nombre des morts d'enfants représentent également un investissement dans leurs jeunes vies. Et c'est parce qu'une meilleure santé a ses répercussions dans presque tous les autres secteurs de l'activité humaine, du progrès à l'école à la productivité dans le travail, que l'UNICEF et l'Organisation Mondiale de la Santé ont fait appel à une adhésion mondiale à leur programme de « santé pour tous d'ici l'an 2000 », et décrit l'effort dans ce but comme le « levier du développement du monde ».

La nutrition

De même que le progrès des soins de santé, la nutrition est tellement à la base du développement humain qu'aucune tentative pour « changer le monde » ne peut espérer réussir à moins que chacun n'ait assez à manger.

Aujourd'hui, ce besoin élémentaire reste encore insatisfait pour peut-être 450 millions de gens. En suivant une voie rectiligne, la situation actuelle mène à une augmentation de ce chiffre en l'an 2000.

Pendant, l'expérience et la connaissance tirées des récentes décennies suggèrent que rien n'est impossible si l'on veut éliminer la malnutrition des masses une fois pour toutes.

La principale leçon qui se dégage de ces vingt dernières années, c'est qu'un recul de la malnutrition ne peut s'obtenir que par l'augmentation de la production en nourriture.

Pour satisfaire à ces exigences nutritives, le monde a besoin de produire 2 354 calories par personne par jour (ce qui va de 820 calories pour un bébé à 3 500 pour un adolescent mâle âgé de 16 ans). En termes clairs, cela signifie que le monde doit produire l'équivalent de 500 livres de céréales par personne et par an. En moyenne, ces quelques années, la quantité de céréales sur le marché mondial a été de 1 300 millions de tonnes par an — assez pour fournir les 500 livres nécessaires pour plus de cinq milliards d'individus. Et ce chiffre ne comprend pas les denrées que l'on fait pousser pour consommation immédiate, et qui ne font pas leur apparition sur le marché.

On ne peut douter sérieusement de la capacité physique de la terre à répondre aux besoins de sa future population. Une étude récente, entreprise à l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, et basée sur les nouvelles cartes du sol terres-

tre UNESCO/FAO, montre que la terre peut supporter la production de plus de 32 milliards de tonnes de céréales par an — presque 25 fois la quantité aujourd'hui produite.

Si le monde produit assez de nourriture pour fournir à chacun l'alimentation qui lui convient — et peut continuer à le faire en dépit de l'accroissement de population anticipé dans les vingt prochaines années — le fait qu'il existe 450 millions d'individus mal nourris demande une autre explication.

Là encore, le mécanisme qui semble avoir échoué, c'est la distribution.

L'Inde, par exemple, a augmenté sa production de céréales au cours de ces quinze dernières années à un rythme plus rapide que celui jamais atteint par la Chine, l'Union Soviétique ou les Etats Unis.

Pourtant, la malnutrition ne semble pas avoir reculé. Au Congo, et dans la Sierra Leone, la production de nourriture a également augmenté plus vite que l'accroissement de la population. Mais les pauvres ne semblent pas manger mieux pour autant.

Chaque nouvel exemple vient renforcer notre consensus autour de sa conclusion logique. C'est une conclusion sévèrement résumée par Harrison Brown, président de « L'Etude mondiale de l'alimentation et de la nutrition », menée par les chercheurs de la U.S. National Academy : « En doublant la production de nourriture l'an prochain, selon le système actuel, on ne modifierait matériellement pas le statut de la grande majorité d'individus qui ont faim ou qui sont sous-alimentés aujourd'hui ».

D'autres études ont abouti au même résultat en partant de directions différentes — par exemple, un rapport paru dans le numéro de novembre 1978 de la revue « Food Policy », qui concluait : « L'idée qu'augmenter la production mondiale de nourriture se traduira par un recul positif de la faim semble difficile à soutenir ».

De même que l'accroissement économique n'a pas réussi à grossir substantiellement les revenus des plus pauvres, de même que la formation de médecins et la construction d'hôpitaux n'ont pas réussi à améliorer leur santé de façon positive, l'augmentation de la production de nourriture n'a pas réussi à soulager leur faim.

S'il faut venir à bout des pires aspects de la pauvreté — y compris la malnutrition — dans un laps de temps raisonnable, ces besoins doivent être aujourd'hui abordés directement plutôt que comme un dérivé de l'augmentation de la production globale.

De la nourriture pour les pauvres

Une fois de plus, Kerala et Sri Lanka fournissent des exemples de régions à faibles revenus dans lesquelles les besoins nutritifs des pauvres ont été abordés directement, et satisfaits avec rapidité.

Ces deux pays ont à la fois augmenté leur production de nourriture domestique et distribué celle-ci. A Sri Lanka, par exemple, la production de riz s'est accrue de 6 % par an environ entre 1950 et 1970. Au cours de la même période, Kerala a augmenté sa production de 20 %. Cela signifie dans les deux cas que l'on a concentré les efforts sur les fermiers les plus petits et les plus

pauvres, qui ont été à la fois les maîtres d'œuvre et les bénéficiaires de l'accroissement de cette production. Des prix garantis à la récolte, la disponibilité du crédit, l'aide du gouvernement en matière d'irrigation et de fertilisants, tous ces moyens ont été redistribués aux petits agriculteurs — et largement récompensés par un accroissement de production. L'exemple de l'Inde montre également que lorsque des petits exploitants agricoles, disposant d'environ deux hectares de terrain, peuvent satisfaire par leur récolte aux besoins du pays, leur productivité à l'hectare est presque supérieure de 50 % à celle des fermes dépassant 25 hectares.

L'accroissement de revenus qui en a résulté pour les petits fermiers de Kerala et de Sri Lanka a permis de créer une demande, des emplois, et des revenus pour d'autres. Et dans les deux cas, une partie de la production accrue de nourriture a été réquisitionnée par le gouvernement, et redistribuée à des prix contrôlés par l'intermédiaire de coopératives. A Kerala, par exemple, 97 % de la population peut acheter plus de la moitié de ses provisions de céréales dans des magasins à prix réduits, pour presque 50 % moins cher que sur les marchés. A Sri Lanka, les efforts ont été encore plus ambitieux, faisant circuler presque un tiers des calories et des protéines du pays à travers un programme de redistribution publique de la nourriture.

Pendant ce temps, dans beaucoup de régions du monde en voie de développement, l'accent et les efforts se sont portés sur des propriétés agricoles plus importantes dont la production est destinée à l'exportation. Le Costa Rica, par exemple, a doublé ses exportations de viande vers les Etats-Unis, et vu sa propre consommation diminuer d'un quart. De même, la République Dominicaine a doublé ses champs de canne à sucre et vu décliner sa production de nourriture. Au Mali, pendant la sécheresse du Sahel au cours de laquelle des milliers de gens sont morts de malnutrition, l'exportation des récoltes destinées à nourrir le bétail européen a en fait augmenté. En Amérique Centrale et aux Caraïbes, où au moins un cinquième des enfants sont sous-alimentés, la moitié de la terre cultivable est couverte de récoltes destinées à l'exportation.

L'éventail des possibilités en ce qui concerne l'accroissement de la production de nourriture par et pour les pauvres a été largement exploité par des nations et des contrées allant de la Chine et Sri Lanka à l'Etat de Kerala et à la République de Corée. La moitié de la terre labourable de l'Inde est habitée par des gens très pauvres qui la travaillent et qui, si on leur accordait le soutien et l'investissement nécessaires, pourraient en rendre chaque parcelle aussi productive que les terres fertiles des Etats-Unis. Dans le Bangladesh voisin, la production moyenne de riz n'atteint que 13 % à peu près du niveau qu'elle pourrait atteindre, ainsi qu'on l'a démontré.

Les gens ont faim parce qu'ils ne possèdent ni terre, ni moyens d'y faire pousser de la nourriture, ni argent pour en acheter. Le fait que l'on peut en trouver une solution à la malnutrition en représentant seulement 2 % de la production céréalière mondiale — bien qu'on sache que ce que l'on donne actuellement à manger au bétail de l'hémisphère nord — sur ceux qui en ont le plus besoin, démontre que le problème n'est pas fon-

ction du trop grand nombre de bouches à nourrir par rapport à la trop faible quantité de nourriture disponible. La seule solution envisageable pour enrayer la faim dans le monde serait d'augmenter les revenus des affamés. Et il n'existe aucune raison physique pour laquelle le village mondial de l'an 2000 devrait compter un enfant sous-alimenté.

L'éducation

L'éducation est la troisième force de la trilogie du développement humain. Comme la santé et la nourriture, elle est un enrichissement de la vie, un investissement dans l'individu, un moyen actif de développement.

En doublant le taux de scolarité entre 1960 et 1975, les pays en voie de développement ont accompli ce que beaucoup croyaient impossible. Même dans les pays déshérités, huit enfants au moins sur dix entrent à l'école, et quatre adultes sur dix savent lire et écrire.

A l'heure où commencent les années 1980, le budget consacré à l'éducation dans la plupart des pays en voie de développement semble atteindre un plafond d'environ 5 % du PNB. Le nombre des enfants à éduquer, d'un autre côté, continue d'augmenter. L'un des premiers effets d'une chute du taux de natalité est un accroissement plus lent du nombre des enfants en âge d'aller à l'école. Dans la République de Corée, ce nombre s'est maintenant stabilisé par suite d'une chute marquante de la fécondité. En Inde, où le taux des naissances est tombé d'un dixième, on s'attend à ce que le nombre des enfants âgés de 6 à 11 ans augmente de 20 % entre aujourd'hui et l'an 2000. Mais au Pakistan, leur nombre augmentera probablement de 40 %, et au Bangladesh de 60 %.

A l'énoncé de ces chiffres, il paraît improbable de pouvoir soutenir un accroissement rapide et continu des taux de scolarité pendant les deux décennies à venir.

Parmi les ressources qui sont, ou pourraient être, disponibles pour l'éducation, quelques choix difficiles devront être faits, et quelques décisions politiques devront être prises.

En portant l'accent sur l'éducation supérieure, en particulier, on a tendance à favoriser les riches dont les enfants fréquentent souvent des établissements secondaires ou des universités, et à défavoriser les pauvres dont les enfants, souvent, n'y ont pas accès. En Tunisie, par exemple, la proportion d'enfants appartenant à des groupes aisés est neuf fois plus grande dans les universités que dans les écoles primaires. En Colombie, l'investissement dans l'éducation universitaire au cours des années 1970 atteignait approximativement 46 dollars pour chaque famille faisant partie des 20 % les plus riches de la population et approximativement 1 dollar pour chaque famille faisant partie des 20 % les plus pauvres.

En portant l'accent sur l'éducation primaire, d'un autre côté, on tend à redistribuer les ressources des riches aux pauvres. Cela représente une approche directe pour réduire les écarts de scolarité de l'enfance et du jeune adulte, et ainsi le coût de l'éducation pour les plus pauvres.

Les gouvernements de ces pays en voie de développement, veut que l'éducation universitaire

progresse plus vite que l'éducation secondaire, et l'éducation secondaire plus vite que l'éducation primaire. Cependant, d'après des études effectuées par la Banque Mondiale dans 30 pays en voie de développement, le rendement économique sur l'investissement est plus important dans l'éducation primaire que dans l'éducation secondaire, et plus important dans l'éducation secondaire que dans l'éducation universitaire.

Le taux de rendement auquel un pays en voie de développement peut s'attendre après avoir investi dans l'éducation primaire, en termes purement économiques et d'après la même étude, est de 24 %, comparé à 15 % pour l'éducation secondaire, et 12 % pour l'éducation supérieure. On a estimé par exemple que la productivité de fermiers qui ont reçu quatre années d'éducation primaire est de 13 % supérieure à la productivité de fermiers qui n'ont jamais été à l'école (là où les mêmes moyens de travail étaient disponibles dans les deux cas).

En dépit de ces exemples, moins de la moitié de tout le budget de l'éducation, dans les pays en voie de développement, et seulement 6 % du soutien officiel pour l'éducation provenant des nations industrialisées, sont dirigés sur l'éducation primaire.

Si les pauvres doivent contribuer au processus du développement et en bénéficier, au lieu d'être ignorés par celui-ci, l'école primaire universelle devrait pouvoir exiger pendant au moins quatre ans, en toute justice, une plus grande partie des ressources à la fois internes et externes.

Pour la politique de l'UNICEF, l'éducation constitue un maillon essentiel dans la chaîne de sa « Stratégie des services de base ». C'est en accord avec cette politique que l'UNICEF, en 1979, a aidé à former plus de 64 000 instituteurs, et à équiper plus de 85 000 écoles primaires dans 99 pays en voie de développement.

Les pauvres à l'école

L'éducation primaire pour tous est un principe plus facile à prôner qu'à appliquer. Bâtir des écoles et recruter des enseignants pour les régions rurales souvent éloignées où vivent beaucoup de pauvres peut être un investissement onéreux. Le gouvernement du Népal, par exemple, a calculé que la construction et l'équipement d'une école dans ses régions montagneuses coûtent approximativement deux fois plus cher que la construction et l'équipement d'une école dans les plaines.

Les parents tout comme les gouvernements investissent dans l'éducation. Pour les gens relativement aisés, envoyer un enfant à l'école peut rendre la vie plus facile. Pour les pauvres, cela peut avoir l'effet opposé. Cela peut signifier en effet que l'on renonce à la contribution des enfants, à la maison et dans les champs, dans toutes ces tâches qui consistent à aller chercher le bois et l'eau, à prendre soin des animaux, à surveiller les jeunes frères et sœurs, à participer aux moissons ou à la rentrée du fourrage. Et les exigences que l'agriculture saisonnière impose aux familles rurales pauvres ne sont pas toujours compatibles avec les emplois du temps réguliers et les vacances fixes des écoles traditionnelles.

En conséquence, le chiffre de déserteurs scolaires dans ces secteurs pauvres est douzième fois

plus élevé. Au nord-est du Brésil, par exemple, l'école primaire a réussi à toucher 46 % des enfants âgés de 6 à 11 ans ; cependant, près des deux tiers abandonnent avant la fin de leur seconde année, et 4 % environ iront jusqu'au bout de quatre ans d'instruction élémentaire. En ce qui concerne la totalité des pays en voie de développement, la moitié seulement des enfants qui sont entrés à l'école primaire en 1970 y étaient encore en 1974.

L'éducation des filles

De toutes les possibilités qui permettraient de « modifier les données » afin de parvenir à un avenir meilleur que celui qui nous est promis par une extrapolation autour des tendances actuelles, aucune n'a peut-être plus de potentiel que celle qui consisterait à développer l'éducation des filles.

Une étude a montré que, quel que soit le niveau des revenus, la mortalité infantile tombe dès que l'éducation de la mère s'élève. Une étude semblable, entreprise au Nigéria, conclut de même que « l'éducation maternelle semble être le facteur le plus déterminant de la mortalité infantile ». D'autres recherches portant sur les foyers de Sao Paulo démontrent, là encore et quelle que soit la tranche des revenus, que plus le degré d'éducation de la mère est élevé, meilleur sera le degré de nutrition de la famille. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des pays tels que la Tunisie, qui ont élevé le taux d'admission des filles dans les écoles primaires à 80 % ou au-dessus, ont à présent des niveaux de fécondité plus bas que les pays voisins.

La corrélation n'implique pas toujours la cause, mais il ne manque pas de preuves qui suggèrent que l'éducation des femmes est l'un des moyens les plus puissants pour améliorer le bien-être des peuples.

On ne peut nier l'importance de l'éducation des filles, même si celles-ci n'entrent jamais dans la vie active. C'est principalement dans leur rôle de mères, de nourrices, d'agents de santé et de ménagères que leur niveau d'éducation aboutit aux améliorations sociales soulignées par les études déjà citées.

En donnant aux filles les moyens d'accéder à des emplois pouvant rapporter de l'argent, en leur permettant de prendre des décisions à l'intérieur de la famille et de la communauté, on ne se contenterait pas de stimuler l'inscription des filles à l'école, mais on accroîtrait aussi la valeur économique et sociale de cet investissement.

Aujourd'hui, dans les pays économiquement faibles, 90 % des garçons âgés de 6 à 11 ans sont admis à l'école primaire ; mais 64 % seulement des filles du même âge le sont.

L'éducation de base

Là où les ressources sont insuffisantes pour fournir la possibilité d'une éducation complète, on a vu émerger des stratégies peu coûteuses qui tentent de répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Ces stratégies comprennent le développement de formations ou de programmes adaptés de villages, ou de

brigades scolaires, ou de systèmes « modulo », ou de fermes-écoles, et collectivement groupées sous le terme d'« éducation de base », ces stratégies ont généralement choisi pour point de départ un programme de réformes.

Au lieu de fournir une éducation élémentaire dont le programme est axé sur les examens d'entrée à l'école secondaire, et largement inadéquat par rapport aux besoins et aux possibilités de 75 % des enfants des pays économiquement faibles, lesquels quittent l'école avant l'âge de 12 ans, l'« éducation de base » a pour but de les équiper de la connaissance et des moyens qui leur permettront de gagner leur vie lorsque les occasions matérielles se présenteront. Les dénominations communes des programmes de cette « éducation de base » sont : écriture, lecture et calcul ; enseignement des soins préventifs et de la nutrition ; agriculture et activités de construction ; soins à apporter à l'enfant et planning familial ; compréhension de l'environnement ; connaissances nécessaires pour participer à la vie politique et économique de la communauté et de la nation.

L'éducation de base, qui est souvent une « éducation non-officielle » fournie en dehors des heures scolaires normales pour ceux qui ont passé l'âge d'aller à l'école primaire, contribue de plus en plus à relier les besoins de la communauté aux ressources de l'éducation. Parmi les ressources autres que celles dont disposent les écoles traditionnelles, on peut citer : bibliothèques et films itinérants ; associations féminines ; groupes de jeunes ; séances d'écoute de radio ; journaux de la communauté ; organisations religieuses ; sections sociales de partis politiques ; coopératives ; centres de développement agricole ; orientation professionnelle ; centres de la communauté ; cliniques et dispensaires ; service d'information du gouvernement local ; centres d'artisanat ; bandes vidéo et télévision ; participation de la communauté à l'éducation des enfants.

L'« éducation de base », il faut l'avouer, reçoit sa part de critiques. Les enfants et les parents peuvent souffrir à l'idée de n'avoir pas la chance d'occuper une place dans une école secondaire, — avec au bout de la scolarité la perspective d'un emploi bien-payé en ville. Et, dans quelques cas, les tentatives d'« éducation de base » ont souvent échoué parce que parents et enfants à la fois cherchaient dans l'éducation un moyen d'échapper à la terre, et non un moyen d'y retourner.

Et surtout, il semble peu probable que les stratégies d'éducation de base puissent réussir si elles sont, ou sont perçues comme, des stratégies d'éducation destinées à des citoyens de seconde classe. L'éducation peut être un mécanisme des plus puissants pour exclure ou inclure les pauvres dans le processus du développement. Et les systèmes scolaires qui n'acceptent pas, au moins en principe, que les fils et les filles des pauvres puissent bénéficier d'une éducation aussi valable que celle des fils et des filles des riches, sont susceptibles d'être rejetés par les pauvres, qui les considèrent d'un œil cynique, non sans raison. C'est pourquoi l'éducation de base a besoin d'inclure dans ses programmes des « ponts » que les enfants traverseraient en direction du système secondaire.

Dans la plupart des régions, on n'a pas écarté la possibilité d'une scolarité généralisée dans les 20 années à venir. Et là encore, le monde en voie de développement a fourni des exemples de ce qui

peut être accompli en matière d'éducation, même sous de sévères contraintes financières. Burma, le Vietnam, Sri Lanka et la Tanzanie, pays à faibles revenus, ont obtenu un pourcentage d'adultes sachant lire et écrire de 60 % ou plus, et un taux de scolarité primaire de 80 % ou plus. Et, une fois de plus, Kerala nous donne l'exemple de tout ce qui peut être accompli à un niveau économique plus bas que ne le sera celui des contrées les plus pauvres d'ici l'an 2000.

Kerala dépense environ 20 % de plus par élève d'école primaire, et environ 50 % de moins par étudiant universitaire que la moyenne de toute l'Inde. Le résultat d'un effort soutenu portant sur les enfants des familles aux revenus faibles et sur leur éducation, c'est que presque tous les enfants de Kerala vont à l'école ; 80 % des garçons et 90 % des filles y restent au moins trois ans ; et plus de la moitié fréquentent l'école pendant sept ans ou plus. Au début du siècle, il y avait cinq fois plus d'hommes que de femmes sachant lire et écrire. Aujourd'hui, les proportions sont presque égales... En fait, on soupçonne le progrès des femmes de Kerala d'être l'une des racines les plus profondes de ses réussites sur le plan social.

Si l'on n'accroît pas les ressources de l'éducation, et si l'on ne fait pas d'efforts pour les familles à faibles revenus en ce qui concerne l'attribution de ces ressources, le but qui consisterait à offrir au moins quatre ans d'éducation primaire à chaque garçon et à chaque fille d'ici la fin du siècle semble difficile à atteindre. S'il ne l'est pas, le prix que devront payer au moins deux générations d'enfants sera inestimablement plus élevé que le prix qu'exige aujourd'hui la réalisation de ce but. Si l'éducation peut fournir à l'individu les moyens et la volonté de s'adapter, de même peut-elle susciter la capacité de transformer l'environnement de pauvreté. Si elle peut libérer en l'homme le sentiment de l'action qu'il peut exercer sur sa propre vie, de même peut-elle déraciner le fatalisme et la résignation. Si elle peut contribuer à découvrir des possibilités de développement par et pour les pauvres, de même symbolise-t-elle à la fois la cible et l'outil des améliorations de la qualité de la vie.

LES POINTS DE DEPART

Le classement par catégories des problèmes de santé, de nutrition et d'éducation est plus facile à effectuer pour ceux qui écrivent à propos de la pauvreté que pour les pauvres eux-mêmes. Le passé nous a donné des leçons qu'il est difficile de classer.

L'une de ces leçons, c'est précisément que le développement ne vient pas en petits colis enveloppés individuellement. Un meilleur approvisionnement en eau, par exemple, peut être un moyen d'améliorer la santé. Mais sans amélioration des conditions sanitaires, l'effet sera peut-être mineur. De même, la combinaison d'un programme de soins de santé primaires avec un programme nutritif sera sans doute plus efficace que chacun de ces programmes pris séparément. Le tout est en général plus grand que la somme des parties.

Emplois, revenus, nourriture, santé, eau, éducation et promotion des femmes sont liés dans des schémas complexes qui se renforcent mutuel-

lement, et qui sont eux-mêmes inextricablement tissés dans la toile des sociétés individuelles.

Le réseau de relations entre propriété et revenus, revenus et éducation, éducation et nutrition et mortalité infantile, mortalité infantile et propriété... est varié à l'infini, e, à l'occasion instructif. Mais les mains qui filent la quenouille des corrélations sont les mains de la pauvreté elle-même. Les gens qui sont mal nourris, illettrés, ou sans toit, ou sans emploi, ou qui voient leurs enfants mourir, ont en commun une caractéristique qui dépasse toutes les autres : ils appartiennent ordinairement à la même catégorie sociale.

Et c'est parce que les différents aspects de la pauvreté se rencontrent en général réunis, et non séparément, qu'il est si difficile de venir à bout de la pauvreté absolue. Plus une société est pauvre, moins elle est capable de tirer profit d'une amélioration isolée. L'énorme contribution de l'UNICEF pour l'approvisionnement en eau du Bangladesh, en aidant à forer des centaines de milliers de puits par exemple, restera d'une influence marginale sur le taux de mortalité infantile de ce pays, jusqu'à ce que l'éducation de la communauté en matière de santé se révèle efficace. Dans presque toute société, l'impact de n'importe quelle amélioration dépend largement du niveau général de développement de ladite société.

Cela explique en partie pourquoi les progrès obtenus dans le passé en ce qui concerne l'élévation du niveau d'espérance de vie et le recul de la mortalité infantile sont à présent en train de ralentir. Pendant les années 1950 et 1960, les gains annuels d'espérance de vie des pays en voie de développement sont tombés de 0,64 ans à 0,40 ans — une chute de plus d'un tiers. Les gains sur la mortalité infantile se sont ralentis de façon encore plus dramatique.

Une moitié au moins des gains rapides du passé étaient attribuables à des solutions technologiques, telles que des campagnes contre la malaria, qui s'effectuaient dans une indépendance relative des facteurs sociaux et économiques. Cette supériorité de la technologie n'a pas été complètement rattrapée, loin de là. Mais la réaccélération du progrès nécessaire pour atteindre les buts d'un avenir différent d'ici l'an 2000 dépendra beaucoup plus de stratégies intégrées, au moyen desquelles les communautés élèveront le niveau général de leur développement économique et social jusqu'au point où le potentiel de chaque amélioration renforcera celui de l'amélioration qui l'accompagne, et vice-versa.

Par où commencer ?

Cet aspect apparemment « insondable » du processus du développement a souvent mené à se poser la question : « par où commencer ? » S'il faut effectuer des choix difficiles entre des ressources limitées, il est indispensable de savoir sur quels points doivent porter les interventions qui donneront les plus grands bénéfices au moindre prix.

La plus importante leçon que l'on peut sans doute tirer de deux décennies de développement, c'est que la question « par où commencer ? » elle-même est mal formulée. Le processus du développement n'en est pas à son commencement : la lutte pour améliorer la qualité de la vie est aussi

vieille que la vie elle-même. Et les villages et communautés des pays en voie de développement — aussi complexes que tous les autres villages et communautés du monde — ne représentent pas des tableaux noirs sur lesquels ceux qui souhaitent participer au processus du développement peuvent écrire ce qu'ils veulent en commençant où ils veulent.

La question n'est par conséquent pas de savoir où commence le développement, mais comment ceux qui sont capables et désireux d'y contribuer peuvent participer de la façon la plus utile aux efforts des pauvres.

Au fur et à mesure des années, il est devenu plus évident que les efforts et les moyens disponibles pour le développement devraient être mis à la disposition de ceux qui ont le plus à y contribuer et à y gagner. En d'autres termes, les maîtres-d'œuvre les plus efficaces du développement sont les pauvres eux-mêmes, et ce sont leurs initiatives, leurs besoins les plus urgents, et leurs interventions qui déterminent les points de départ de l'aide au développement.

Un travail de femme

De toutes les initiatives et efforts entrepris par les pauvres pour améliorer la qualité de leur vie, aucun n'est soutenu avec plus de désintéressement que ne le fait la mère dans le contexte de sa famille. Elle est l'agent de santé primaire le plus important, la nourrice et l'éducatrice ; et dans la mesure où les besoins des jeunes enfants du monde sont satisfaits, ils le sont pour la plupart grâce à leur mère.

S'il faut répondre aux besoins des hommes et investir dans la future productivité des pauvres, et si les points de départ résident dans les efforts des pauvres eux-mêmes, aider les mères à atteindre leurs buts et à résoudre leurs problèmes prioritaires est au cœur même du développement.

Mais si les injustices dont les femmes souffrent aujourd'hui doivent cesser, cette aide devra comprendre une réduction du labeur de la mère, et une élévation de son pouvoir économique. Car le rôle que joue la femme dans son foyer ne la dépeint qu'à moitié. A travers tout le Tiers-Monde, les femmes sont chargées d'une bonne part du travail agricole. Il n'est pas rare de les voir travailler autant que les hommes dans les champs, puis de stocker la nourriture, faire la cuisine, laver les vêtements, nettoyer la maison, transporter le bois et l'eau, soigner les animaux et veiller sur les vieillards, les malades et les enfants.

C'est par conséquent beaucoup plus que la mère et la ménagère qui seront laissées pour compte si le développement ignore les femmes. Cela ne sert pas à grand-chose, par exemple, de donner une formation agricole et technologique aux hommes seulement, alors que les femmes assurent pour moitié la productivité de la terre. Pourtant, dans une étude à présent bien connue, Esther Boserup a noté que dans les villages où est introduite la technologie moderne, le temps consacré par les femmes au travail agricole a augmenté, en moyenne, de 55 à 68 %.

De même, en accentuant la production des récoltes destinées à l'exportation, on a diminué le pouvoir et le statut des femmes rurales en les pri-

vant des moyens de faire pousser leur propre nourriture, d'élever leurs propres animaux, et d'avoir leur mot à dire dans les décisions prises par la famille et la communauté. Voter une partie de leur temps, de leur pouvoir et de leurs res-

sources à des femmes qui ont déjà trop peu de soutien et trop de travail, revient à abaisser la productivité d'une moitié de la population, à nuire la santé de leurs enfants, et à désinvestir en ce qui concerne le développement de leurs communautés.

Un engagement et des décisions

Comme toutes les tentatives destinées à apporter un changement, le travail de l'UNICEF est fondé sur une critique de ce qui est, par rapport à une vision de ce qui devrait être, et sur une politique permettant d'évoluer de l'un à l'autre.

Notre critique est claire : au fur et à mesure que le vingtième siècle approche de sa fin, notre planète reste encore profondément souillée par la souffrance d'un milliard de gens, dont beaucoup sont des enfants, qui vivent dans une pauvreté absolue. Notre vision est également claire : c'est celle d'un monde dont cette tache a été effacée.

Les principales contraintes qui entravent l'atteinte de ce but dans les vingt prochaines années sont incontestablement politiques. A l'échelon national et international, le succès dépend d'une politique de participation à long terme, assez puissante pour dépasser des intérêts économiques sacrés.

L'UNICEF occupe une position très particulière dans ce domaine, une position qui résulte à la fois de son passé et de ses intentions pour l'avenir. Parmi les membres de la famille de l'ONU, l'UNICEF a une présence unique dans la conscience des pays industrialisés et des pays en voie de développement, une présence qui surgit, bien évidente, du souci universel que nous partageons tous pour le bien-être de nos enfants.

Dans les pays en voie de développement, l'expérience de l'UNICEF est basée sur un intérêt absolu pour les enfants et leurs familles, et sur la préoccupation, le désir conscient, le besoin de susciter parmi les pauvres de meilleures capacités pour venir à bout de leurs propres problèmes. L'essence même des opérations de l'UNICEF, c'est qu'elles sont « d'individu à individu ».

Dans les pays industrialisés, l'UNICEF a l'avantage éminent de posséder un immense réseau de partenaires partageant le même état d'esprit, et de supporters participant à des activités innumérables relatives à l'enfance, grâce surtout aux comités nationaux pour l'UNICEF qui existent dans plus de 30 pays.

Provoquer la participation et l'aide au bien-être des enfants du monde a été la pierre de touche du travail de l'UNICEF et de ses partenaires depuis 24 ans. Et c'est grâce à ce caractère « personnalisé » de nos activités que nous pouvons gagner encore plus de participation et d'engagement pour influencer les actions politiques mondiales.

Le fait que l'abolition des barrières douanières a été basée sur un intérêt éclairé. Cependant, il existe plus de 20 millions de chômeurs dans les pays industrialisés, et l'abaissement des barrières douanières est, on le comprend, une issue épineuse. Les bénéfices que peuvent tirer beaucoup de pays en voie de développement d'une multiplication de l'emploi et de gains en provenance de l'étranger sont évidents. Mais les pays industrialisés pourraient aussi en tirer des avantages.

Tout d'abord, le pouvoir d'achat plus élevé des pays en voie de développement stimulerait les exportations et l'économie des pays de l'hémisphère nord. On estime par exemple que les commandes d'exportation qui ont suivi l'emprunt des fonds OPEC accordé aux pays en voie de développement les plus aisés, entre 1973 et 1977, ont créé une demande équivalente à 900 000 emplois par an dans les pays industrialisés.

Deuxièmement, les marchandises moins chères en provenance des pays en voie de développement peuvent aider à maîtriser l'inflation. Aux U.S.A. par exemple, l'index général des prix au consommateur a augmenté de 60 % entre 1970 et 1976, exception faite pour la confection qui a augmenté seulement de 26 % au cours de la même période, à cause d'importations multipliées de vêtements moins chers venant des pays en voie de développement.

Reste la question du chômage dans les pays industrialisés. Rien ne prouve que la concurrence des pays en voie de développement est une cause majeure du chômage actuel. Il s'avère au contraire que l'on a créé plus d'emplois grâce aux exportations vers le Tiers-Monde que l'on n'a perdu d'emplois à cause des importations qui en découlent.

Cependant, il s'agit là d'une vue d'ensemble. Elle ne résout pas les problèmes des travailleurs individuels dans des régions particulières du monde industrialisé, pour lesquels l'accroissement des importations représente une menace qu'on ne peut ignorer. Mais il est à la fois injuste et peu réaliste de demander à des gens peu payés ou au chômage dans les pays industrialisés de régler la facture des bénéfices qui affluent vers les pays en voie de développement grâce à l'abaissement des barrières douanières et des quotas. La réponse, selon le Tiers-Monde, réside dans le réinvestissement dans de nouvelles industries et le recyclage des travailleurs — un investissement que le monde industrialisé peut s'offrir.

Et c'est là que s'ouvre le débat.

Le monde industrialisé

L'appel au monde industrialisé en vue de l'aide au monde en voie de développement

L'aide

La possibilité d'accéder plus facilement aux ressources du monde en voie de développement

rialisés. Seuls cinq pays totalisent presque la moitié de la production industrielle du Tiers-Monde. Or l'Afrique, qui compte quelques uns des pays les plus pauvres du monde, a une industrie qui représente moins de 1 % de l'industrie mondiale.

Il est par conséquent indispensable d'aider les nations les plus pauvres et les peuples les plus défavorisés si on veut mettre un terme à la pauvreté.

Même en tenant compte des politiques de redistribution et d'un accroissement de l'investissement social, les pays aux revenus faibles auraient besoin d'une aide extérieure de 12 à 20 milliards de dollars (cours de 1978) par an, pendant les vingt années à venir, pour satisfaire les besoins minimum de tous leurs habitants d'ici à l'an 2000. Une telle somme pourrait être rassemblée en fixant l'aide internationale des nations donatrices à 0,5 % de leur PNB. Ce chiffre est supérieur à la moyenne actuelle de l'OCDE qui se situe juste au-dessus de 0,3 %, mais reste inférieur au 0,7 % que les pays industrialisés avaient proposé il y a plus de dix ans.

Il serait en même temps nécessaire de diriger une plus grande portion de cette aide vers les pays aux revenus faibles où vit la majorité des gens les plus pauvres et qui ne reçoivent que 40 % de l'aide en provenance du monde riche.

Douze milliards de dollars par an est une somme d'argent importante. On dépense toutefois autant dans le monde entier en dix jours pour les armements.

A l'exception notable de la Scandinavie et des Pays-Bas, l'aide offerte est bien faible et ne fait pas preuve d'une grande volonté de vaincre la pauvreté.

La participation des individus

Une partie importante de la population des pays industrialisés lutte énergiquement contre la faim dans le monde, les problèmes de santé et l'analphabétisme. Et en dépit de la récession économique actuelle, les agences d'aide volontaire reçoivent davantage de contributions.

Toutefois, le changement le plus significatif intervenu au cours des dix dernières années réside dans le fait que de nombreuses agences d'aide volontaire se sont fixées, entre autre, d'informer le public. C'est ainsi qu'au sein des nations industrialisées, un nombre toujours croissant d'individus et d'organisations mènent des campagnes au profit des pauvres du monde entier. Et de plus en plus, ces campagnes ne sont pas simplement un appel à l'argent, mais plutôt un appel à la justice.

Les changements à long terme apportés à l'orientation et aux valeurs des sociétés — qu'il s'agisse de l'anéantissement de la domination coloniale, des droits civiques, de la protection de l'environnement ou de l'égalité des femmes — viennent plus souvent du bas que du haut de la société. Il se peut donc que la volonté politique de juguler la pauvreté proviendra davantage de l'engagement moral des hommes que des calculs économiques des gouvernements.

La supériorité de l'UNICEF

Depuis sa création pour venir en aide aux enfants, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, l'UNICEF jouit de rapports privilégiés non seule-

ment avec les gouvernements des pays industrialisés, mais aussi avec des millions de personnes.

Bien que l'UNICEF se consacre depuis les années 1950 surtout aux enfants des pays en voie de développement, les habitants des nations industrialisées continuent d'en soutenir les activités et cette aide ne peut être comparée à celle offerte aux autres organisations de l'ONU ou aux différentes organisations internationales.

Trois excellents exemples illustrent ce support à l'UNICEF : parmi les ressources de l'UNICEF pour 1979, les contributions provenant d'individus et de sources non gouvernementales étaient les plus élevées (50,2 millions de dollars) ; le succès qu'a remporté l'Année internationale de l'Enfance a été dû en grande partie à l'adhésion de millions d'individus ; et les activités toujours plus nombreuses des comités nationaux en faveur de l'UNICEF constituent un lien vital entre un membre de la famille de l'ONU et la conscience populaire. Un tel passé offre d'énormes possibilités d'avenir car l'UNICEF est la seule organisation au sein du système de l'ONU à toucher à la fois les habitants des nations industrialisées et ceux des pays en voie de développement. Ce potentiel « d'individu à individu », propre à l'UNICEF, est un avantage qui doit être exploité à chaque opportunité. De telles opportunités surgissent non seulement des activités traditionnelles des comités nationaux pour l'UNICEF (la vente de cartes de Vœux par exemple ou la mobilisation de supports pour venir en aide aux enfants, surtout en cas d'urgence, ont contribué à faire connaître le nom de l'UNICEF dans de nombreux pays) mais aussi des nouveaux terrains de coopération avec les hommes et les organisations, soucieux du bien-être des enfants. Un très bon exemple de cette coopération est la création de « l'enseignement du développement » qui a pour but de sensibiliser les enfants du monde industrialisé à la vie des enfants du monde en voie de développement et au fait que leurs futurs sont inextricablement liés.

De même, l'une des grandes conséquences de l'Année internationale de l'Enfance, qui a notablement élargi les réseaux de coopération de l'UNICEF avec des organisations non gouvernementales et les individus intéressés, est l'attention que l'UNICEF a réussi à attirer sur certains besoins et problèmes qui ne touchent pas que les enfants des pays en voie de développement mais tous les enfants du monde. L'impact qu'ont les aliments pour nourrissons sur l'allaitement au sein ou encore les problèmes que rencontrent les familles des travailleurs immigrés représentent bien cette préoccupation de l'UNICEF. En luttant directement et avec la coopération d'autrui contre de tels problèmes, l'UNICEF et ses partenaires contribuent à trouver des solutions et à attirer davantage l'attention sur les mécanismes de coopération qui conduisent à des actions pragmatiques pour aider les enfants.

Cette activité « d'individu à individu » prend toute son importance à une époque où il devient de plus en plus évident que l'évolution du monde — en fait, sa survie — dépend du renforcement des structures et des processus globaux. L'augmentation de cette activité, en dépit des nombreux remous économiques et sociaux, permet de voir avec optimisme qu'une plus grande participation peut entraîner un plus grand engagement qui forgera un monde meilleur.

Le monde en voie de développement

En règle générale, il faudrait que les gouvernements de la plupart des pays en voie de développement consacrent au moins 20 % de leur PNB à des investissements sociaux, tels l'éducation primaire, l'approvisionnement en eau, les soins médicaux et la nutrition, pour faire disparaître les pires aspects de la pauvreté avant la fin du siècle. De telles propositions ne trouveront cependant sûrement pas d'appui dans les pays où les pauvres sont politiquement faibles.

La volonté politique de diriger les ressources vers les pauvres est traditionnellement la conséquence d'une révolution, ou de la crainte d'une révolution ou encore du pouvoir qu'exercent les pauvres grâce à des procédés démocratiques. Tous ces moyens sont aujourd'hui encore très puissants.

Néanmoins, les idées et leur propagation ont un rôle à jouer dans le monde des événements. Le fait de rendre public ce qui a été accompli, de le comparer avec ce qui pourrait être réalisé, de divulguer les succès et les échecs des tentatives passées ou de démontrer qu'un idéal est accessible, peut en soi entraîner des actions et engendrer de nouveaux engagements.

Le système économique mondial actuel a fortement besoin de nouvelles idées. Quand une croissance économique accélérée était largement assimilée au développement, un plus grand PNB par tête devenait alors à la fois la cible et l'évaluation de ce développement. Par conséquent, les spécialistes du développement économique se sont efforcés de mettre au point des modèles de production et de consommation pour mesurer les effets probables qu'auraient des interventions de principe précises sur le taux de croissance du PNB.

Après deux décennies de succès et d'échecs en matière de développement, le rapport entre la croissance économique et l'évolution humaine ne paraît plus si simple. Il est en même temps de plus en plus admis que la notion de développement doit inclure une lutte *directe* contre les pires aspects de la pauvreté, au moyen de la redistribution des ressources — dont la terre, le crédit, les produits fermiers, la nourriture, l'éducation et les soins médicaux.

Si le but du développement est d'améliorer les revenus, la nutrition, la santé ainsi que l'éducation des nations et des individus les plus pauvres, de nouvelles mesures doivent être prises dans ce sens. Bref, il faut maintenant entreprendre ce que E.F. Schumacher appelait ironiquement « une étude économique qui tiendrait compte des hommes ».

Les trois mesures dont il est le plus souvent question dans ce rapport et qui concernent l'alphabetisation, l'espérance de vie et la mortalité infantile sont fondamentales pour ce nouveau système économique, car elles représentent non pas les données du processus de développement mais les résultats de ces données et peuvent par conséquent directement refléter les progrès réalisés pour vaincre la pauvreté.

Les chiffres enregistrés pour ces trois indicateurs, nation par nation, bien qu'inégaux en qualité et en précision, sont facilement disponibles et continuent d'être améliorés. Ils ont aussi l'avantage d'exprimer des aspirations universelles plutôt que des « devoirs culturels particuliers ».

Enfin, ces chiffres traduisent l'évolution des progrès accomplis ainsi que les succès remportés. Le taux de mortalité infantile par exemple témoigne sensiblement de la quantité d'eau potable disponible, de la santé et de la nutrition des mères ainsi que de la qualité de l'habitat. De même, l'espérance de vie pour les enfants âgés d'un an reflète aussi bien la qualité de vie que les risques de mort. Cette espérance de vie dépend, et par conséquent, reproduit les niveaux de nutrition et le climat économique. Les taux d'alphabetisation constituent également un guide pour apprécier non seulement le pourcentage des individus âgés de plus de 15 ans qui savent lire et écrire, mais aussi l'aptitude des pauvres à contribuer au processus de développement et à en bénéficier. L'alphabetisation ne s'étend que lorsque d'autres progrès sociaux et économiques rendent la lecture et l'écriture indispensables.

Pour répondre à ce besoin de mesurer les progrès accomplis contre la pauvreté, le « Conseil de développement d'outre-mer » (Overseas Development Council), qui siège à Washington, a récemment créé le concept d'un Index qualité de la vie physique (IQVP). Le IQVP réunit les taux d'alphabetisation ainsi que ceux de mortalité infantile et d'espérance de vie des enfants âgés de un an, en un seul index, allant de zéro à 100. Pour chacun des trois indicateurs, 100 est le point le plus haut que tout pays dans le monde peut espérer atteindre d'ici à l'an 2000. Zéro au contraire est le taux le plus bas qu'on relevait en 1950. 100, sur l'échelle de l'espérance de vie par exemple, représente une moyenne de 77 ans qu'un pays comme la Suède peut espérer atteindre d'ici la fin du siècle. Tandis que zéro correspond à une espérance de vie de 38 ans qui, il y a 30 ans, était celle des pays très pauvres.

Le IQVP attribue une importance égale aux trois indicateurs, établit une moyenne et peut ainsi mesurer le bien-être physique d'une population donnée. Le IQVP d'une part et la croissance économique d'autre part révèlent deux images différentes des progrès accomplis en matière de développement. Au milieu des années 1970 par exemple, le Brésil avait un PNB par tête de 912 dollars et un IQVP de 66. Au Sri Lanka, à la même époque, les revenus par tête étaient beaucoup plus bas, puisqu'ils ne s'élevaient qu'à 179 dollars, mais le IQVP de 82 était notablement plus élevé. Les chiffres respectifs du PNB par tête et du IQVP étaient pour l'Inde 133 dollars et 40 ; pour le Mali 90 dollars et 14 ; pour les États-Unis 7000 dollars et 95.

Comparer le IQVP et le PNB par tête montre par conséquent encore une fois qu'il n'existe pas de rapport fixe entre les progrès économiques d'une nation et le niveau de bien-être de son peuple. Pour certains pays, tel Sri Lanka, le niveau de bien-être est supérieur à celui attendu, étant donné le PNB par tête. Par contre, pour d'autres pays, comme le Brésil par exemple, le niveau de bien-être est plus bas que ne le laissait prévoir le PNB par tête.

Les taux de réduction de la disparité

Pour compléter le IQVP, le « Conseil de développement d'outre-mer » a également créé le concept de Taux de réduction de la disparité

(TRD) afin de mesurer la vitesse à laquelle des progrès en vue d'améliorer la qualité physique de la vie sont accomplis. Utilisé avec l'un des trois indicateurs qui constituent le IQVP, ou avec le IQVP seul, le TRD mesure la vitesse à laquelle se rétrécit ou s'élargit le fossé existant entre les niveaux actuels de bien-être et les plus hauts niveaux que tout pays peut espérer atteindre d'ici l'an 2000. Le TRD peut également être utilisé en parallèle avec le taux de croissance du PNB par tête ; la combinaison de ces deux moyens de mesure donne alors des résultats plus intéressants.

Entre 1960 et les années 70 par exemple, la République de Corée a rapidement progressé sur les deux fronts, augmentant le taux de croissance de son PNB de 6,9 % par an et réduisant la disparité de son IQVP de 6,8 % par an. Au cours de la même période, le Brésil a atteint un taux de croissance du PNB par tête de 4,22 % par an, mais n'a réduit la disparité de son IQVP que de 0,8 % par an. Au Sri Lanka, où la croissance du PNB par tête n'était que de 1,7 % par an, les progrès mesurés par le TRD s'élevaient à un bon 3,5 % par an.

Le IQVP et le TRD contribuent au développement d'un nouveau système économique qui en est encore à ses débuts. Beaucoup de recherches doivent être faites avant qu'un consensus fondamental puisse s'établir quant aux principales variables du processus de développement et aux circonstances spécifiques qui ont permis que de rapides progrès soient accomplis dans des régions aussi diverses que la Chine, Sri Lanka, Cuba, la Jamaïque, le Costa Rica et l'état de Kérala. Tout comme les économistes ont mis au point des modèles de production et de consommation pour décrire et déterminer les décisions de principe qui stimulent le mieux la croissance économique, il faut entreprendre de nouvelles études pour découvrir quel type d'intervention élèvera le plus efficacement les niveaux de bien-être physique des hommes. Il serait par exemple possible d'étudier les effets qu'ont sur la mortalité infantile des programmes de santé publique et de distribution de nourriture, tels qu'il en existe au Sri Lanka et au Kérala, ou les effets de programmes de réformes agraires bien suivis, comme ceux de la Chine ou de la République de Corée.

Si l'on veut faire disparaître en vingt ans les pires aspects de la pauvreté, il est urgent d'établir de nouvelles stratégies pour mieux adapter les ressources disponibles aux améliorations possibles et de mettre au point de nouvelles techniques pour jauger et guider ces stratégies.

Les indicateurs de bien-être doivent être étendus et perfectionnés. Il faut en particulier trouver des méthodes pour mesurer le bien-être des gens les plus pauvres comme celui de la population en général.

L'espérance de vie moyenne au Honduras, par exemple, a atteint 57 ans. Elle n'est toutefois que de 48 ans pour la population à revenus faibles et s'élève par contre à 66 ans dans les couches sociales aisées. Il en est de même au Maharashtra, où d'après une étude, la moyenne des niveaux de nutrition masque le fait que les individus dont les revenus dépassent 75 roupies par mois consomment presque 3000 calories par jour, tandis que ceux dont les revenus sont inférieurs à 25 roupies par mois n'en consomment que 1540.

Les taux de scolarisation doivent aussi être mesurés en fonction des revenus si l'on veut détec-

ter parmi les couches pauvres d'une société une augmentation ou une stagnation de ces taux. Toujours au Maharashtra, le taux d'inscription à l'école primaire des garçons qui vivent dans les zones urbaines et dans les 10 % des ménages les plus riches, est de 86,3 %. Le taux d'inscription des filles qui vivent dans les zones rurales et dans les 10 % des ménages les plus pauvres, est par contre de 16,6 %.

Au Bangladesh, d'après une autre étude, le taux de mortalité infantile au sein des familles appartenant à un milieu rural et possédant moins d'un demi-hectare de terre est deux fois plus élevé que celui des familles qui possèdent au moins un hectare et demi. D'autres recherches effectuées à New Delhi ont révélé que dans les familles dont le revenu par personne est inférieur à 20 roupies par mois, le taux de mortalité infantile dépasse 180 morts pour 1000 naissances. Au fur et à mesure que les revenus se rapprochent de 50 roupies par personne, le taux de mortalité infantile tombe à 82. Au-delà de 300 roupies par mois, la mortalité infantile n'est plus que de 12,5 - elle est alors inférieure à la moyenne enregistrée pour l'Europe.

Le fait même que les taux de mortalité infantile relevés parmi les couches sociales les plus aisées des pays en voie de développement puissent être inférieurs à ceux des familles aux revenus faibles, résidant dans les pays industrialisés, suggère que l'idée de « Tiers-Monde » ne peut être géographiquement définie. Des études effectuées aux Etats-Unis, par exemple, ont montré qu'il existe un rapport étroit entre l'augmentation du taux de chômage et l'augmentation des taux de mortalité infantile. Au Royaume-Uni, un rapport gouvernemental a récemment révélé qu'un enfant né dans une famille aux revenus faibles a deux fois plus de chances de mourir dans le premier mois suivant sa naissance qu'un enfant né dans un milieu aisé.

Tout en révélant l'ensemble des richesses et des revenus, le PNB par tête est une mesure qui peut toutefois cacher la pauvreté que le nouveau système économique est par contre à même de détecter facilement. Le taux de mortalité infantile et celui d'espérance de vie des enfants âgés d'un an sont en moyenne meilleurs au Costa Rica que chez les pauvres de Washington par exemple. Et le taux de mortalité à Bradford en Angleterre, est comparable à celui de Sri Lanka ou de la Jamaïque.

La possibilité de mesurer directement les changements qui interviennent au niveau du bien-être des classes pauvres pourrait entraîner un plus grand engagement politique, qui viserait à améliorer ce bien-être. Puisque les augmentations des revenus par tête sont pour les gouvernements et les nations une source de fierté et une preuve de réussite, l'augmentation de l'espérance de vie et de l'alphabetisation ainsi que la diminution de la mortalité infantile par rapport au PNB, pourraient également devenir des critères, une source de fierté et un stimulus.

Les tâches de l'UNICEF

L'importance que prend de plus en plus le développement social entraîne une plus grande reconnaissance du mandat de l'UNICEF, ainsi qu'un examen de plus en plus minutieux du travail que cette organisation accomplit. Puisque le

monde comptera presque 500 millions d'enfants d'ici l'an 2000 et qu'une « Stratégie pour un nouveau développement international » (New International Development Strategy) entend doubler ou tripler la cadence des progrès accomplis au cours des vingt dernières années, c'est être bien en-dessous de la vérité que de dire que les deux prochaines décennies seront des années d'action pour l'UNICEF.

Pour relever ce défi, l'UNICEF dispose actuellement de moins de 1 % du montant total de l'aide allouée au développement, c'est-à-dire de 21 cents pour chaque enfant vivant dans les pays où l'UNICEF intervient.

Les implications sont claires. Nous devons être jugés par exemple sur notre effort pour réduire de moitié et dans tous les pays, d'ici l'an 2000, les niveaux de mortalité infantile extrêmement élevés, d'au moins 100 morts pour 1000 naissances.

Pour atteindre ce but, l'UNICEF doit chercher à augmenter le rapport entre les sommes d'argent dépensées et les bénéfices apportés aux enfants. Pour reprendre les récentes paroles du président de la Banque Mondiale, Robert Mc Namara, l'UNICEF doit aider à repenser les programmes sociaux « pour réduire leurs coûts par tête, tout en augmentant leur efficacité » et participer « à la restructuration de l'ensemble des programmes du secteur social afin d'établir des priorités qui profiteraient des relations et des complémentarités qui existent entre ces programmes ».

A moins que les coûts des programmes de développement social ne soient réduits, les gouvernements ne pourront pas les financer et les individus ne pourront pas y participer, surtout en période d'austérité. La coordination des différents éléments du développement social constitue l'une des plus grandes opportunités pour augmenter l'efficacité avec laquelle les ressources sont déployées et, par-là même, pour diminuer les coûts par tête. Par exemple, l'approvisionnement en eau d'une part et l'enseignement de l'hygiène d'autre part, se complètent réciproquement. N'encourager que l'un des deux « freinerait » un progrès potentiel.

En comprenant mieux les relations subtiles qui existent entre les différents programmes de développement social et en tenant compte de cet état de fait lors de l'allocation des ressources, on peut obtenir de bien meilleurs résultats. Aujourd'hui, l'art du développement est de savoir assembler les données dont on dispose.

L'UNICEF s'efforce d'appliquer ces principes à l'aide de sa « Stratégie des services de base » (Strategy of Basic Services). Nous avons commencé par prendre des initiatives dans les communautés du monde en voie de développement. Nous encourageons notamment une plus grande intervention des para-professionnels au niveau des programmes gouvernementaux. Nous aidons à la formation et à l'équipement des travailleurs — plus de 350 000 pour l'année 1979 — recrutés pour participer au développement des communautés, un grand nombre d'entre eux étant choisis au sein de leur communauté et par celle-ci.

Une telle stratégie préfère se baser sur un effort qui émane des communautés plutôt que d'imposer des développements qui viennent de l'extérieur. En outre, ceux qui ont reçu une forma-

tion connaissent bien les ressources et les capacités de la communauté, ses priorités et ses besoins, sont plus sensibles à ses croyances et à ses valeurs, et sont donc plus aptes à renforcer les dispositions et l'initiative des hommes, qui sont l'arme principale pour combattre la pauvreté.

80 % de l'aide financière que l'UNICEF apporte à l'éducation sont consacrés aux écoles primaires. Cette contribution représente plus de 40 % de l'aide officielle totale.

De la même façon, un quart des dépenses totales de l'UNICEF pour 1979 était affecté aux programmes peu coûteux concernant l'eau et les installations sanitaires. Ces dépenses, ajoutées aux sommes d'argent plus importantes versées par les gouvernements et les communautés, ont rendu service à 15 millions de personnes. Les aménagements, les pompes, les tuyaux, les revêtements et les installations de l'UNICEF qui ont contribué à l'élaboration de 75 000 petits systèmes d'approvisionnement en eau en 1979, ont soutenu les efforts des communautés pour planifier, construire et maintenir des réserves d'eau.

Pour toutes ces tâches, l'UNICEF apporte l'expérience et la compétence accumulées au cours de plus de 34 ans d'engagement « d'individu à individu » et d'intérêt porté aux pauvres du monde entier. Notre personnel, dont environ 80 % résident dans les pays en voie de développement, est un atout unique au sein du système de l'ONU pour le travail à un niveau local. En outre, la nature de notre mandat en faveur des enfants nous conduit naturellement à toucher de nombreux secteurs et par là-même à acquérir une grande souplesse d'action.

L'UNICEF travaille bien sûr principalement en collaboration avec les gouvernements. Chaque pays est en effet le meilleur juge pour estimer les besoins de ses propres enfants. L'UNICEF peut largement contribuer à fournir du matériel, à offrir un avis, à réunir des informations et à partager des expériences. L'UNICEF, qui depuis de nombreuses années encourage la coopération technique au sein et entre les pays en voie de développement, s'efforcera dans les années 1980 d'intensifier cet effort. Et notre attitude vis-à-vis du développement sera toujours basée, non pas sur des concepts abstraits, mais sur la formule « apprendre en le faisant ».

Urgences

Tout en se consacrant aux processus de développement à long terme, l'UNICEF intervient en cas de désastre dont les plus grandes victimes sont les enfants.

La plus importante opération de sauvetage à laquelle l'UNICEF a participé en 34 ans, est celle du Kampuchéa. En collaboration avec le Comité international de la Croix Rouge, l'UNICEF a alors mené une opération de 500 millions de dollars, comprenant l'acheminement de plusieurs centaines de milliers de tonnes de nourriture.

Vers la fin de 1979, lorsque l'UNICEF et le CICR, avec l'approbation du secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim, ont lancé un appel à l'aide, la survie d'une grande proportion de la population kampuchéenne était en jeu. L'équilibre alimentaire des villages, y compris les réserves de riz de semence, était menacé, et près d'un cin-

quième de la population s'était désespérément mis en marche vers la Thaïlande, en quête de survie. Actuellement, à la fin de l'année 1980, l'espoir renaît au Kampuchéa, grâce aux interventions publiques et privées, ainsi qu'à l'action sans précédent des autorités locales. La grande majorité des Kampuchéens pourra survivre jusqu'à la grosse récolte de riz qui commence en novembre, à la saison des pluies. Bien que cette moisson ne puisse satisfaire les besoins pour 1981, elle devrait être deux fois plus importante que celle de l'an dernier, si toutefois les conditions climatiques restent normales ; plus de 5500 écoles primaires accueillant plus de 900 000 enfants ont rouvert leurs portes dans des circonstances extrêmement difficiles ; et la plupart des réfugiés qui avaient atteint la frontière thaï sont maintenant rentrés chez eux.

Cependant, de graves problèmes subsistent en cette fin d'année 1980, particulièrement au niveau de la politique et de la sécurité. Toutefois, la communauté internationale, ses gouvernements, ses agences ainsi que ses citoyens peuvent être satisfaits des résultats obtenus au cours de ce bref espace d'un an.

Le Kampuchéa n'est en aucun cas le seul point critique où l'UNICEF essaye de satisfaire les besoins essentiels des enfants ; il ne faut en effet pas oublier les réfugiés des camps de Somalie (1,25 million) ni ceux du Cameroun (100 000). Sur six pays où l'UNICEF intervient, il y en a toujours un qui connaît un état d'urgence. Le problème des réfugiés, en particulier, reste très vif. Et parmi les 10 millions de réfugiés du monde entier, un sur deux est un enfant.

Tout en allant au devant de ces urgences « flagrantes », l'UNICEF se doit de fixer l'attention du monde, ainsi que ses ressources, sur les urgences « discrètes » qu'entraînent la pauvreté et le sous-développement, qui sont tout aussi importantes que les précédentes et qui touchent encore un plus grand nombre d'enfants.

Le fait que des enfants souffrent dans un endroit précis et à un moment précis, à cause d'un événement particulier, n'est en réalité pas plus tragique que la souffrance aussi intense mais plus discrète des enfants dispersés dans les régions les plus pauvres du monde. Au Kampuchéa par exemple,

environ 500 000 enfants sont morts de malnutrition et de maladie. Dans les pays pauvres, jusqu'à 12 à 13 millions d'enfants meurent chaque année pour les mêmes raisons - l'équivalent donc d'un Kampuchéa tous les quinze jours.

Conclusion

Les tendances actuelles montrent que le nombre d'individus qui leur vie durant, ont souffert d'un manque de revenus, de nourriture, d'eau, de soins médicaux et d'éducation, va encore probablement augmenter.

Les succès passés et les connaissances actuelles prouvent que la pauvreté dont souffrent environ 800 millions d'hommes est à la fois injuste et inutile.

La « Stratégie pour un nouveau développement international » a explicitement établi des objectifs réalistes visant à réduire la mortalité infantile et à la faire tomber dans tous les pays jusqu'à 50 pour 1000, à augmenter l'espérance de vie pour qu'elle atteigne au moins 60, à envoyer tous les enfants à l'école primaire et enfin à vaincre l'analphabétisme d'ici l'an 2000.

Bien qu'idéalistes dans le contexte des expériences passées, ces buts ne sont cependant pas utopiques, car leur réalisation dépend de la volonté et de la participation qui y sont consacrés.

L'UNICEF pour sa part s'engage à poursuivre ses efforts en faveur des enfants, à travailler en collaboration avec les gouvernements et les communautés pour trouver de nouveaux moyens d'augmenter le rapport entre les ressources disponibles et les améliorations possibles, à partager son expérience avec tous ceux qui participent à la réalisation des objectifs fixés, à organiser des campagnes pour favoriser la redistribution des ressources, au sein et entre les nations, afin de satisfaire les besoins des gens les plus pauvres et d'aider les enfants à mieux profiter de la vie. En bref, notre tâche est de prouver qu'il est possible de modifier les tendances, d'accélérer l'accomplissement des progrès et que l'idéal de vaincre d'ici vingt ans les pires aspects de la pauvreté peut et devrait être atteint.